



iidd Développer l'excellence

161, avenue Portage est
6e étage
Winnipeg (Manitoba)
Canada R3B 0Y4
Tél. : +1 (204) 958-7700
Télééc. : +1 (204) 958-7710

MIE 2
9, chemin de Balexert
1219 Châtelaine
Genève, Suisse
Tél. : + (41-22) 917-8683
Télééc. : + (41-22) 917-8054

340, rue Albert
Pièce 710
Ottawa (Ontario)
Canada K1R 7Y6
Tél. : +1 (613) 238-2296
Télééc. : +1 (613) 238-8515

300 East 56th Street
#11A
New York, New York
10022 USA
Tél. : +1 (646) 536-7556
Télééc. : +1 (646) 219-0955

Courriel : info@iisd.ca Site Web : <http://www.iisd.org>

Imprimé au Canada
© Institut international du développement durable
Direction éditoriale : Stuart Slayen, gestionnaire, Publications et communications, IIDD
Éditrice adjointe : Nona Pelletier, agente de communications et média, IIDD
Conception : 23 Below Graphic Design
Traduction (anglais au français) : Sylvie Sabourin
Photo de couverture et de deuxième couverture : Stockphoto
Impression : Premier Printing, Winnipeg, Manitoba

iidd

Institut
international du
développement
durable

International
Institute for
Sustainable
Development

- 1 Notre vision et notre mission
- 2 Message du président
- 3 Message du président-directeur général
- 4 Conseil d'administration de l'IIDD
- 5 L'équipe de l'IIDD
- 6 À cours d'idées : À causes multiples, solutions multiples pour la crise alimentaire mondiale
- 8 Pourquoi ne sommes-nous pas déjà arrivés? Vingt ans de développement durable
- 11 L'IIDD œuvre pour lever le voile du secret qui entoure les arbitrages en matière de traités sur l'investissement : Progresser vers la durabilité en matière d'investissements internationaux
- 12 L'indice canadien du mieux-être a pour objectif de « relier les pointillés » : L'IIDD aide à comprendre la santé de l'écosystème
- 14 L'IIDD crée un partenariat pour les travaux de conservation en République démocratique du Congo : Le projet fait la promotion de la « conservation tenant compte des conflits »
- 16 L'Internet sera-t-il prêt pour les défis de demain? Un aperçu de la gouvernance de l'Internet et du développement durable
- 18 Rapport de programme : Commerce et investissement
- 20 Rapport de programme : Mesure et évaluation
- 21 Rapport de programme : Gestion durable des ressources naturelles
- 22 Rapport de programme : Communications des connaissances
- 24 Rapport de programme : Changements climatiques et énergie
- 26 Rapport de programme : Services d'information
- 28 La campagne de capitalisation de 2008 bat son plein : Presque 160 000 \$ obtenus à la fin de l'exercice
- 30 La durabilité au sein de l'IIDD : Du marché du carbone à la « vie écologique »
- 31 Rapport des vérificateurs
- 32 Bilan consolidé
- 33 État consolidé des résultats
- 34 Accords de financement
- 35 Annexe du fonctionnement par secteur d'activité
- 36 Annexe des subventions affectées à des fins particulières

L'Institut international du développement durable (IIDD) contribue au développement durable en formulant des recommandations sur les politiques concernant le commerce et les investissements internationaux, les politiques économiques, les changements climatiques, la mesure et l'évaluation et la gestion durable des ressources naturelles. Nous nous servons de l'Internet pour faire rapport sur les négociations internationales et partager le savoir que nous avons acquis lors de projets exécutés en collaboration avec des partenaires internationaux; il en résulte une recherche plus rigoureuse, un développement des capacités dans les pays en développement et un meilleur dialogue entre le Nord et le Sud.

Notre vision et notre Mission

L'Institut a pour vision un mieux-vivre durable pour tous, et pour mission d'assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation. L'IIDD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, et visé par l'alinéa 501(c)(3) de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis. Il bénéficie de subventions de fonctionnement de base du gouvernement du Canada, qui lui sont versées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et Environnement Canada, ainsi que du gouvernement du Manitoba. Des fonds de projet lui sont également accordés par différents gouvernements, au Canada comme à l'étranger, des organismes des Nations Unies, des fondations et des entreprises privées.

1

Notre portée

Nos listes d'envoi

L'IIDD exploite un certain nombre de listes d'envoi auxquelles sont abonnés des gens du monde entier. Le nombre total de nos abonnés est de **90 357**. Pour en apprendre plus sur nos listes et vous y abonner, veuillez visiter l'adresse suivante : <http://www.iisd.org/maillinglists.asp>.

Nos sites Web

Du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008, IIDD a constaté un volume élevé de visites de deux de ses principaux sites Web : le site de recherche à l'adresse <http://www.iisd.org> et le site Web « Linkages » de nos Services d'information à l'adresse <http://www.iisd.ca>. Quelques chiffres :

<http://www.iisd.org>

31 129 603 de demandes de pages fructueuses, y compris
2 721 133 de téléchargements de fichiers en PDF (entiers ou partiels).

<http://www.iisd.ca>

49 936 428 de demandes de pages fructueuses, y compris
1 877 987 de téléchargements de fichiers en PDF (entiers ou partiels).

Publications et médias

Au cours de l'année civile 2007, sans compter les documents publiés par les Services d'information, l'IIDD a publié environ **90** livres, articles, commentaires et brochures. On peut les retrouver à l'adresse suivante : <http://www.iisd.org/publications>. Au cours de la même période, selon les recherches de l'IIDD, l'Institut ou son personnel ont été mentionnés environ **110** fois dans les médias canadiens et internationaux. Environ la moitié de ces mentions (dont nous avons connaissance) relevées dans les médias visent plus précisément notre Initiative mondiale sur les subventions. Les mentions connues relevées dans les médias sont affichées à l'adresse suivante : http://www.iisd.org/media/iisd_media_hits.asp.



Message du président

Depuis notre dernier rapport annuel, plusieurs événements ont bouleversé le monde. Les augmentations rapides et inattendues du prix du pétrole et du gaz, les effets pervers de cette réalité, compliqués par le déplacement des terres cultivables autrefois utilisées pour produire la nourriture et maintenant utilisées pour produire des combustibles, la crise de liquidité des effets de commerce et des instruments dérivés ainsi que le ralentissement de l'essor économique américain figurent parmi les bouleversements vécus en 2007-2008.

Brundtland avait raison, si nous voulons léguer un monde durable à nos enfants et aux générations à venir, (nous) devons accélérer nos efforts.

2



En plus, la réalité des changements climatiques et le rythme de l'augmentation de la concentration atmosphérique de gaz à effets de serre, ainsi que les incidences accessoires sur nos ressources axées sur l'eau, la prolifération des espèces envahissantes et les impacts sur nos écosystèmes, ont attiré une attention soutenue sur les défis essentiels auxquels les gouvernements et consommateurs sont confrontés. Il s'agit d'une époque difficile, effrénée et stressante pour les économies, les environnements et les sociétés. Non seulement nos hypothèses traditionnelles à propos de l'essor économique, du rôle de la technologie et de la nécessité de l'innovation sont remises en question, mais nous devons également porter un regard neuf sur la justice sociale, l'équité géopolitique, les besoins mondiaux de main-d'œuvre ainsi que la mobilité. Il s'agit bien, à travers cet ensemble de prismes, d'un important changement intergénérationnel.

La gestion de ces intersections exige un meilleur ensemble de faits et des objectifs de recherche soutenus. L'Institut est doté d'un personnel dévoué et très motivé. Notre réseau de recherche et nos associés sont des experts renommés dans leur domaine, ce qui permet à l'IIDD de « jouer dans la cour des grands » à l'égard des questions de fond. Cette situation comporte ses propres défis car l'Institut doit maintenir son indépendance et sa crédibilité universitaire et se procurer des ressources dans un domaine dans lequel il faudra adopter des positions de politique pour aider les décideurs à nous guider au travers d'une transition mondiale au cours des dix prochaines années. Je suis fier de l'Institut en raison de ses apports sur une échelle digne des cerveaux et du savoir-faire scientifique et politique concernant les enjeux locaux, nationaux et internationaux.

Notre défi collectif en tant qu'administrateurs, chercheurs, conseillers en politique, dirigeants et personnel, est d'accroître les répercussions de nos efforts et de mieux en promouvoir les résultats afin de démontrer les avantages et l'importance des travaux de l'Institut. Le Canada se trouve sur une planète de plus en plus fragile partagée par de nombreuses espèces. En tant qu'êtres humains, il nous incombe d'utiliser notre savoir-faire et nos compétences pour transformer la façon dont nous profitons de notre présence sur cette planète qui donne et alimente la vie.

Toute autre option est inacceptable et pourrait s'avérer désastreuse. Nous sommes donc obligés de diriger le changement et de modifier la façon dont nous gérons les interactions entre le développement économique, les réalités environnementales et la justice sociale. Brundtland avait raison, si nous voulons léguer un monde durable à nos enfants et aux générations à venir, nous, qui œuvrons au sein de l'IIDD, devons accélérer nos efforts. Cela inclut notre responsabilité de faire participer les gens et de développer une appréciation et un soutien envers la mission de l'Institut.

Je remercie David Runnalls dont la connaissance, la sagesse et la longue expérience nous sont très précieux, ainsi que la direction, le personnel et mes collègues administrateurs, tant actuels que passés, pour leur dévouement et leur soutien.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Daniel Gagnier'. The signature is fluid and cursive, with a horizontal line underneath.

Daniel Gagnier
Président, conseil d'administration
Institut international du
développement durable

Message du président-directeur général

Les sondages révèlent que l'environnement figure au premier rang, ou presque, des préoccupations des gens dans pratiquement tous les pays de l'OCDE. Le développement durable est de plus en plus perçu comme la solution aux problèmes de la planète. Comme le font remarquer mon prédécesseur, Art Hanson, et le membre du Conseil de l'IIDD, Claude Martin, dans l'ouvrage *One Lifeboat*, leur rapport de l'IIDD sur la Chine, cette conscience s'est propagée bien au-delà de l'Europe et l'Amérique du Nord. Ainsi, le gouvernement chinois réalise qu'il se trouve aujourd'hui face à un certain nombre de choix extraordinairement difficiles alors qu'il tente de rapprocher les plans visant à doubler son PIB d'ici 2020 et les preuves croissantes de la détérioration de l'environnement à l'intérieur de ses frontières ainsi que les effets de ses habitudes commerciales sur l'environnement mondial.

Les questions sur lesquelles l'IIDD se penche depuis presque 20 ans sont maintenant à la mode. Nous avons un public attentif et motivé. Alors, tout devrait être simple, n'est-ce pas?

Je travaille dans ce domaine depuis assez longtemps pour avoir déjà connu au moins deux autres vagues d'intérêt public : une qui a suivi la première Conférence des Nations Unies sur l'environnement qui a eu lieu à Stockholm en 1972, et l'autre qui a suivi la publication du Rapport Brundtland en 1987 et a pris fin avec le Sommet de la Terre à Rio en 1992. L'IIDD a été créé pendant cette ouverture.

Il me semble que je tire deux principaux enseignements de ces expériences. D'abord, ce domaine est soudainement inondé par de nouvelles sources d'argent et de nouveaux acteurs. Chaque groupe de réflexion, université et cabinet d'experts-conseils est maintenant doté d'un programme en matière de développement durable, ou au moins un de remplacement sur les changements climatiques. Ensuite, c'est la certitude que ce degré élevé de préoccupation du public ne peut pas durer très longtemps. Alors même que j'écris cet article, l'attention commence déjà à se tourner (à bon escient) vers la crise alimentaire. L'Europe, de longue date le creuset des politiques climatiques créatives, est secouée par les coûts des carburants extraordinairement élevés et la crise du crédit continue à dominer le discours économique aux États-Unis.

Comment l'IIDD devrait-il réagir? Nous tentons de déterminer un petit nombre de questions à propos desquelles un solide effort fourni par l'IIDD peut faire une réelle différence au niveau des principales décisions. Nous devons rapidement nous pencher sur ces questions et disséminer les résultats de nos efforts pour profiter de cette ouverture susmentionnée. Nous devons trouver des moyens de forger de nouvelles relations avec d'autres institutions ayant des intérêts similaires. Même un IIDD renforcé ne suffira souvent pas, à lui seul, pour faire une différence.

Il s'agit des principaux défis que la famille de l'IIDD doit relever alors que nous nous apprêtons à renouveler nos Orientations stratégiques pour les cinq prochaines années.



3

« Nous tentons de déterminer un petit nombre de questions à propos desquelles un solide effort fourni par l'IIDD peut faire une réelle différence au niveau des principales décisions. »

David Runnalls
Président-directeur général

Conseil d'administration de l'IIDD, 2007-2008



Daniel Gagnier
Chef de cabinet du Premier
ministre du Québec (Canada)



David Runnalls
Président-directeur
général, IIDD
(Canada)



Stephanie Cairns
Directrice,
Wrangellia Consulting
(Canada)



James Carr
Président-directeur
général, Business Council
of Manitoba (Canada)



Angela Cropper
Sous-secrétaire générale et
directrice exécutive
adjointe, Programme des
Nations Unies pour
l'environnement
(Trinidad-et-Tobago)



John Forgách
Président, ForestRe
(Brésil)



Roger Gibbins
Président-directeur
général, Canada West
Foundation (Canada)



Chuck Hantho
Président du Conseil
d'administration,
Hamilton Utilities
Corporation (Canada)



Laxanachantorn
Laohaphan
Vice-présidente des
Affaires internationales,
Chulabhorn Research
Institute
(Thaïlande)



Charles Loewen
Président-directeur
général, président du
conseil, Loewen
(Canada)



Måns Lönnroth
Ancien directeur général
de Mistra, la fondation
suédoise pour la
recherche stratégique
environnementale
(Suède)



Claude Martin
Conseiller honoraire et
ancien directeur général,
WWF-International
(Suisse)



Gordon McBean
Directeur des études de
politique, Institut de
prévention des sinistres
catastrophiques
(Canada)



Mark Moody-Stuart
Président, Anglo
American plc
(Royaume-Uni)



Khawar Mumtaz
Shirkat Gah Women's
Resource Centre
(Pakistan)



Mohamed Sahnoun
Ambassadeur, Conseiller
spécial du Secrétaire
Général pour l'Afrique
(Algérie)



Bruce Sampson
Ancien vice-président
de Sustainability
BC Hydro (Canada)



Tensie Whelan
Directrice exécutive,
Rainforest Alliance
(États-Unis)



Milton Wong
Président, HSBC Asset
Management (Canada)
Limited (Canada)



Robert Page
Professeur de gestion
environnementale de
TransAlta, Institute for
Sustainable Energy,
Environment, and
Economy (ISEEE)
(Canada)
En retraite en juin 2007



Mary Simon
Présidente, Inuit Tapiriit
Kanatami (Canada)
En retraite en juin 2007

Conseillers de l'extérieur

Paul Vogt, greffier du conseil exécutif, Province du Manitoba
Maureen O'Neil, présidente, Centre de recherche pour le développement international
Robert Greenhill, président, Agence canadienne de développement international
Michael Horgan, sous-ministre, Environnement Canada
Jane Gray, directrice exécutive, Direction générale des initiatives sur les changements climatiques et la Stratégie verte, ministère des Sciences, de la Technologie, de l'Énergie et des Mines du Manitoba

Membres distingués

Art Hanson
Jim MacNeill (Président du
Conseil émérite)
Maurice Strong

Président fondateur

Lloyd McGinnis

Amis de l'Institut

Gro Harlem Brundtland
Gary Filmon
José Goldemberg
Jim MacNeill
Brian Mulroney
Sir Shridath Ramphal
Maurice Strong

L'équipe de l'IIDD

L'équipe de l'IIDD est un groupe diversifié composé de personnes talentueuses et motivées provenant du monde entier. Avec des bureaux à Winnipeg, Genève, Ottawa et New York, l'IIDD est un réseau chamarré et international de personnel, associés, experts-conseils et jeunes stagiaires qui apportent chacun à nos travaux leurs propres et uniques expériences, points de vue et énergie. Les personnes suivantes ont travaillé pour l'IIDD en 2007-2008.

Personnel

Javed Ahmad
Heather Anderson
Jocelyn Andrew
Rod Araneda
Sue Barkman
Lori Beattie
Oli Brown
Carolee Buckler
Fernando Cabrera
Johnvee Calaguian
Christopher Charles
Diane Conolly
Alec Crawford
Heather Creech
Dennis Cunningham
Ramon Dator
Brian Davy
Fariba Di Benedetto-Achtari
John Drexhage
Lael Dyck
Cindy Filiettaz
Andrea Fogg
Sean Fogg
Nancy Folliott
Michelle French
Janice Gair
Bill Glanville
Jenny Gleeson
Vicky Goodall
Isabelle Gowry
Langston James Goree VI
Karen Goulding
Nancianne Grey-Gardiner
Rick Groom
Richard Grosshans
Donna Huffam
Mary Jessen
Bo Jing
Robert Jones
Mark Halle
Anne Hammill
Jennifer Hirschfeld

Tammy Karatchuk
Tara Laan
Paul Lindell
Grace Lorusso
Jason Macki
Jason Manaigre
Clarita Martinet-Fay
Stacy Matwick
Matthew McCandless
Michelle McLaren
Christina Moffat
Catherine Muir
Elias Mukozi
Rachael Muller
Noria Neuhart
Jo-Ellen Parry
Nona Pelletier
Evan Peters
Jacqueline Pilon
László Pintér
Michael Ratcliffe
Marcela Rojo
Dale Rothman
Dimple Roy
Marlene Roy
David Runnalls
Christa Rust
Maja Schmidt-Thomé
Ian Seymour
Stuart Slayen
Chris Spence
Adam Stetski
Darren Swanson
Flavia Thomé
Charles Thrift
Charles Tsai
Henry Venema
Tim Verry
Tony Vetter
Damon Vis-Dunbar
Vivek Voora
Shannon Wentz
Courtney Wiles

Michelle Wowchuk
Wanhua Yang
Huihui Zhang

Associés

Allan Arney
Mark Anielski
Graham Ashford
Stephan Barg
Jane Barr
Warren Bell
David A. Boyer
Pamela Chasek
Aaron Cosbey
Peter Dickey
Frédéric Gagnon-Lebrun
Maryline Guiramand
Rochelle Harding
Tony Hodge
Stefan Jungcurt
Donald J. MacLean
Robert McLeman
Mahnaz Malik
Howard Mann
Alanna Mitchell
Deborah Murphy
Norman Myers
Adil Najam
David Noble
Jean Nolet
Bryan Osborne
Leslie Paas
Jiahua Pan
Jim Perry
Jason Potts
Daniel Rubenstein
David Sawyer
Emma Lisa Schipper
Cory Searcy
Sabrina Shaw
Ronald Steenblik
Neal Thomas
Dagmar Timmer
Dennis Tirpak
Jan Trumble Waddell
Stephen Tyler
Rt. Hon Simon Upton
John Van Ham
Carissa Wieler
Terri Willard

Personnel des Services d'information de l'IIDD

Pam Chasek
Vicky Goodall
Langston James Goree VI
"Kimo"
Diego Noguera
Joseph Nyangon
Maja Schmidt-Thomé
Richard Sherman
Chris Spence

Experts-conseils des Services d'information de l'IIDD

Soledad Aguilar
Tomilola Akanle
Karen Alvarenga
Asheline Appleton
Melanie Ashton
Andrew Baldwin
Ingrid Barnsley
Nienke Beintema
Asmita Bhardwaj
Dan Birchall
Alice Bisiaux
Robynne Boyd
Andrew Brooke
Douglas Bushey
Suzanne Carter
Xenya Cherry
Claudio Chiarolla
Alexandra Conliffe
Alexis Conrad
Deborah Davenport
Francis Dejon
Rado Dimitrov
Daniela Diz
Peter Doran
Socorro Estrada
Angeles Estrada Vigil
Renata Foltran
Bo-Alex Fredvik
Derick Gabone
Mongi Gadhoun
Myriam Gadhoun
Vanessa Goad
Anders Goncalves da Silva
Leonie Gordon
María Gutiérrez
Reem Hajjar
Sikina Jinnah
Twig Johnson
Harry Jonas
Stefan Jungcurt
Hal Kane
Tallash Kantai
Walter Kerr
Kuhasantisuk "Pui"
Khemaros
Pia Kohler
Hélène Kom
Kati Kulovesi
Kelly Levin
Kate Louw
Jonathan Manley
William McPherson
Leila Mead
Marie-Annick Moreau
Amber Moreen
Elisa Morgera
Miquel Muñoz Cabré
Wagaki Mwangi
Wangu Mwangi

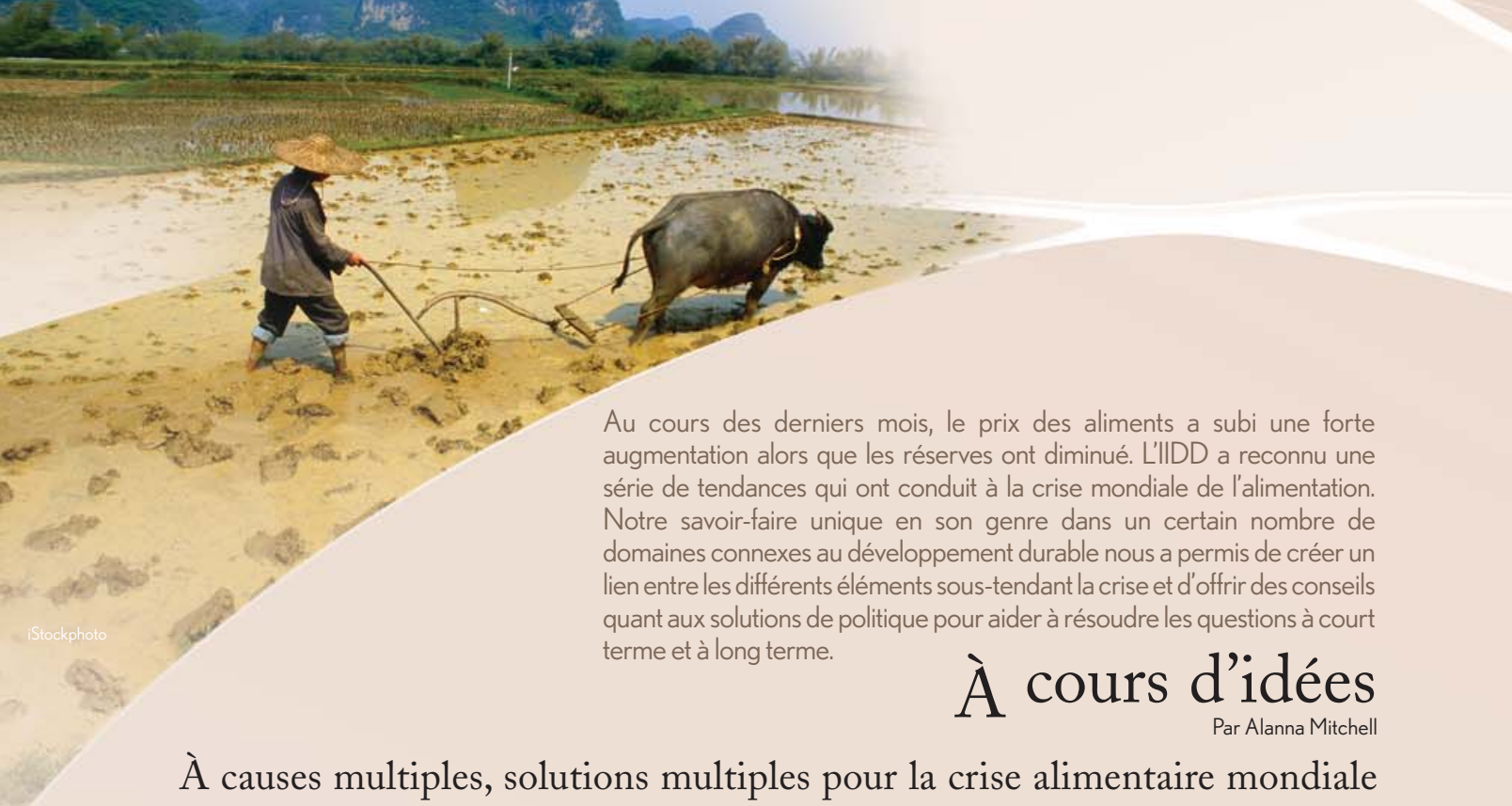
Laurel A. Neme
Olivia Pasini
Lavanya Rajamani
Anne Roemer-Mahler
Renata Rubian
Nicole Schabus
Lisa Schipper
Mark Schulman
Sabrina Shaw Cannabrava
Markus Staas
Sarah Stewart Johnson
Julie Taylor
Claudia ten Have
Elsa Tsiourmani
James Van Alstine
Cecilia Vaverka
Andrey Vavilov
Lynn Wagner
Hugh Wilkins
Nancy Williams
Peter Wood
Kunbao Xia
Yulia Yamineva

Membres honoraires senior

Keith Bezanson
Brian Davy
Peter Hardi
Richard Matthew
Robert Slater
Ola Ullsten

Stagiaires

Annie Baxter
Gurneesh Bhandal
Allison Bleaney
Harry Borlase
Natalie Brown
Michelle Chan
Matthew Clarke
Nancianne Grey-Gardiner
Hilary Hove
Jason Jabbour
Jennifer Karmona
Tansy Lam
Nicolas Leclercq
Kelly Loverock
Shannon Mallory
Vanessa Meadu
Miruna Oana
Marion Oliver
Danielle Perron
Sara Pilote
Marc Ridler
Rachael Roussin
Amanda San Filippo
Alicia Speratti
Rada Vukovic
Sean Watters
Lisa Wright
Linda Wright



iStockphoto

Au cours des derniers mois, le prix des aliments a subi une forte augmentation alors que les réserves ont diminué. L'IIDD a reconnu une série de tendances qui ont conduit à la crise mondiale de l'alimentation. Notre savoir-faire unique en son genre dans un certain nombre de domaines connexes au développement durable nous a permis de créer un lien entre les différents éléments sous-tendant la crise et d'offrir des conseils quant aux solutions de politique pour aider à résoudre les questions à court terme et à long terme.

À cours d'idées

Par Alanna Mitchell

À causes multiples, solutions multiples pour la crise alimentaire mondiale

6

La crise mondiale de l'alimentation de 2008 n'est pas une surprise pour les experts de l'Institut international du développement durable, bien que personne n'ait pu prédire sa rapidité et son intensité.

La crise actuelle est le résultat de la convergence de plusieurs tendances à long terme.

« Il y a quarante ans, les famines et les crises alimentaires n'étaient pas rares dans le monde en développement, particulièrement en Asie. Les investissements dans la recherche agricole et le développement rural, qui se sont traduits par la 'Révolution verte', ont aidé à transformer en exportateurs occasionnels des pays tels que l'Inde et le Bangladesh dont la pénurie alimentaire était chronique » explique le président-directeur général de l'IIDD, David Runnalls. « Le problème alimentaire en Asie semblait être résolu et nous avons pu diriger notre attention et nos fonds vers d'autres questions plus urgentes dans le domaine du développement, bien que la production alimentaire en Afrique continue à traîner.

Le destin nous a rattrapés sous la forme d'un envol des prix des aliments et d'une pénurie. Il nous faut une révolution verte encore plus verte. Il nous faut nous débarrasser de nos habitudes de production de carbone et développer un plan durable pour la production et la distribution des aliments. »

L'IIDD est à la pointe de la recherche qui prédisait la crise actuelle. Cette crise devrait être considérée comme un aperçu de ce qui sera certainement un problème bien pire et bien plus important dans les années à venir.

« Il s'agit d'une série de tendances conduisant à une crise » a déclaré Mark Halle, le directeur du programme Commerce et investissement de l'IIDD à Genève.

Le prix du blé et du riz a pratiquement doublé au cours de l'année écoulée, alors que celui du maïs a augmenté d'un tiers. Les réserves mondiales de céréales essentielles sont à leur niveau le plus bas depuis plus de 30 ans.

La Banque mondiale prévoit que cette augmentation marquée des prix se traduira par une pauvreté encore plus grande pour 100 millions de personnes, alors que des centaines de milliers d'autres risquent de mourir de faim. Les rapports non scientifiques suggèrent qu'un grand nombre des familles les plus pauvres au monde ne prennent maintenant plus qu'un seul repas par jour.

Les prix des aliments ont tellement augmenté, et cela pour un tellement grand nombre de groupes nutritionnels en même temps au cours des derniers mois que, selon les rapports de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, des pays tels que l'Égypte, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Burkina Faso, l'Indonésie, Madagascar et Haïti ont été le théâtre d'émeutes.

C'est devenu la pire crise alimentaire depuis des décennies, sans espoir d'amélioration. Comment en sommes-nous arrivés là?

László Pintér, directeur du Programme Mesure et évaluation de l'IIDD montre du doigt les coupables : la confluence des pénuries d'eau, la considérable dégradation des sols à l'échelle mondiale, la profusion des espèces envahissantes affectant les terres cultivées et les effets des changements climatiques.

L'Australie et l'Afrique subsaharienne, en particulier, sont aux prises avec une sécheresse causée par les changements climatiques.

Cependant, alors que chacun de ces facteurs contribue au problème, la communauté internationale n'a pas encore établi d'indicateur cohérent pour prévoir leurs effets cumulatifs sur les aliments et la santé humaine. Selon M. Pintér : « nous ne disposons encore d'aucune méthode pour mesurer ou prédire la malnutrition à l'échelle mondiale. »

En l'absence d'indices appropriés, comment la communauté mondiale peut-elle être assurée qu'elle dispose de suffisamment de nourriture?

Selon Mark Halle, le nombre croissant de subventions accordées pour soutenir la culture de plantes utilisées comme combustible est l'une des tendances responsables de la crise alimentaire. Alors qu'il ne s'agit pas de la principale raison de la crise, la production de biocarburants utilise une telle quantité de terres cultivées que cela peut avoir fait basculer le système alimentaire.

Selon une analyse réalisée par le programme de M. Halle, à l'échelle mondiale, les gouvernements dépensent des milliards de dollars par an pour encourager les agriculteurs à cultiver des plantes pour la production de bioénergie, ce qui inclut l'Initiative mondiale sur les subventions de l'IIDD.

On pourrait, pour réduire la crise dans l'immédiat, examiner attentivement ces subventions et les éliminer, selon M. Halle.

Il ajoute que ces subventions ne font rien, ou presque, pour soutenir les raisons pour lesquelles elles sont fournies. Elles ne luttent pas contre les émissions de dioxyde de carbone car la culture des biocarburants est fondée sur une utilisation massive d'engrais à base de carburants fossiles, et leur récolte et transport nécessitent une grande quantité de carburant.

Elles ne réduisent pas non plus la dépendance par rapport au pétrole du Moyen-Orient et ne font rien pour renforcer la sécurité énergétique nationale comme le ferait un programme visant à conserver les carburants. « Dans le cas des États-Unis, le seul objectif atteint est celui du processus électoral américain » dit-il.

M. Halle recommande également de se débarrasser des distorsions « insensées » constatées sur les marchés alimentaires internationaux, y compris les barrières commerciales, les autres subventions et quotas, ainsi que de tenter de décourager la spéculation sur les denrées alimentaires et l'accumulation de réserves.

Avec des choses aussi fondamentales que la nourriture, nous ne pouvons pas nous permettre de spéculer » dit-il. « Nous devons donner préséance aux objectifs de développement humain plutôt que de chercher à nous enrichir rapidement. Des peuples entiers meurent de faim. »

Jenny Gleeson, une agente de projet du programme Changements climatiques et énergie à Ottawa pense que la crise alimentaire découle également, du moins en partie, du fait que les humains consomment de plus en plus de viande, particulièrement en Chine et en Inde où cet aliment était traditionnellement peu commun.

Cette demande croissante en viande impose une pression sur les prix et la disponibilité des grains destinés à la consommation humaine directe. Il faut environ 16 livres de protéines végétales pour produire une seule livre de protéines animales. Cette production d'aliments à forte intensité d'utilisation des ressources augmente également la demande en eau. Il faut presque 16 000 mètres cubes d'eau pour produire une seule tonne de viande de bœuf. Cela représente assez d'eau pour remplir plus de six piscines olympiques.

L'éducation des consommateurs de viande quant aux conséquences de cette forme de consommation de céréales pourrait se traduire par l'économie d'une quantité considérable de ressources.

Cependant M^{me} Gleeson met en garde contre les politiques qui détournent les aliments pour animaux vers les biocarburants inefficaces du point de vue environnemental.

Pour Henry David Venema, le directeur du programme Gestion durable des ressources naturelles de l'IIDD, « le sous investissement chronique et systématique » de la communauté internationale pour aider les pays en développement à produire suffisamment pour se nourrir eux-mêmes est un autre élément clé.

Selon un rapport de la Banque mondiale, le total de l'assistance au développement officielle à l'échelle mondiale affectée à l'agriculture était juste en-deçà de 3,5 p. 100 en 2004 par rapport à 18 p. 100 en 1979.

M. Venema est préoccupé par le fait que les changements climatiques commenceront à avoir des répercussions plus importantes sur la capacité des terres à produire des aliments. « Les citoyens des pays en développement auront besoin de toutes les compétences et du soutien possibles pour ne pas mourir de faim. Le programme d'aide actuel ne leur apporte pas cette aide. »

M. Venema ne mâche pas ses mots à l'égard du centre d'intérêt actuel de l'Organisation mondiale du commerce. Il a déclaré que les négociations qu'il a conduites au cours des récentes années étaient fondées sur l'hypothèse d'un surplus d'aliments plutôt que sur celle d'une pénurie. En outre, l'Organisation n'a pas tenu compte des adaptations que devra subir le système d'alimentation pour faire face aux changements climatiques.

« L'OMC semble tout à fait inutile » dit-il.

Selon M. Venema, c'est à la communauté du développement durable qu'à incombé la tâche de « relier les points » à propos des forces qui conduisent la crise alimentaire et de donner des conseils quant aux politiques mondiales.

La crise alimentaire actuelle révèle que les théories du développement durable n'ont pas encore été totalement intégrées dans les processus de politique nationaux et internationaux.

M. Pintér demeure optimiste. Il déclare que si les décideurs élaborent un plan cohérent pour répondre aux questions sous-jacentes, ils pourraient empêcher des famines et des pénuries alimentaires à l'avenir.

Alanna Mitchell est une associée de l'IIDD.



« Nous devons donner préséance aux objectifs de développement humain plutôt que de chercher à nous enrichir rapidement. Des peuples entiers meurent de faim. »

Pourquoi ne sommes-nous pas déjà arrivés?

Par David Runnalls

Vingt ans de développement durable

David Runnalls se remémore le temps où le Canada était le pays le plus avancé du monde quant au développement durable. Il passe en revue les mesures, heureuses et malheureuses, prises par ce pays et offre quelques conseils sensés et pratiques quant à l'orientation qu'il doit adopter pour retrouver sa respectabilité, sinon sa position de leadership. Le texte intégral en anglais de ce discours qui porte à réflexion est publié à l'adresse suivante : http://www.iisd.org/pdf/2008/com_there_yet.pdf

Je me souviens d'une conversation que j'ai eue avec un journaliste il y a quelques mois au cours de laquelle il m'a dit que, selon les sondages canadiens, l'environnement était, pour la toute première fois, la question la plus importante, dépassant la sécurité nationale, le chômage, les soins de santé et autres sujets similaires. Il voulait savoir ce que j'en pensais.

Et cela m'a rappelé que ce n'était pas la première fois qu'on me tenait ce discours. Cela remontait à 1988-1989. La question avait continué à figurer dans les sondages jusqu'en 1992.

Au moment, le Canada était le pays le plus avancé du monde quant au développement durable. La Commission Brundtland avait tenu des audiences qui avaient attiré de grandes foules de tous les coins du pays. La conférence intitulée *L'atmosphère en évolution : implications pour la sécurité du globe* organisée à Toronto par Brian Mulroney avait rassemblé plus de 300 experts et décideurs. Selon la déclaration plutôt alarmante faite à l'issue de la Conférence : « [L]'humanité mène non intentionnellement une expérience mondiale incontrôlée dont les conséquences ultimes peuvent être de l'ordre de grandeur d'une guerre nucléaire mondiale. »

Les préparations du Sommet de la Terre de Rio en 1992, (astucieusement organisé par la Commission qui assurait ainsi la pérennité de son rapport) étaient bien avancées et les négociations de ce qui deviendrait les conventions mondiales sur le changement climatique et sur la biodiversité avaient commencé.

L'élan a continué avec l'établissement de tables rondes à intervenants multiples dans chaque province et territoire ainsi que l'organisation d'une Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie. L'apogée a eu lieu sous forme d'une réunion, à Winnipeg, de toutes les tables rondes organisée par l'ancien Premier ministre du Manitoba, Gary Filmon. La création de l'Institut international du développement durable (IIDD) a été annoncée par le ministre de l'Environnement fédéral, Lucien Bouchard, lors de la première réunion de Globe à Vancouver.

Puis, nous avons eu le Plan vert, produit au fil d'un certain nombre d'années et d'une série de consultations qui semblaient ne jamais devoir finir. Tout était donc en place pour aller de l'avant avec le développement durable, vedette du Rapport Brundtland. Cependant, point n'est besoin de

répéter que nous avons régressé ou, si nous sommes d'humeur un tant soit peu plus généreuse, que nous sommes déplacés latéralement plutôt que vers l'avant depuis ce temps-là.

Nous n'avons qu'une terre

Il était une fois la Conférence de Stockholm en 1972 (la Conférence des Nations Unie sur l'environnement humain) et la publication de *Nous n'avons qu'une terre*. Les Nations Unies avaient prévu la première conférence mondiale sur l'environnement.

La Conférence de Stockholm était un événement mémorable, le nombre de journalistes présents dépassait celui de ceux qui couvriraient les Jeux olympiques un peu plus tard cette année-là. La Conférence a conduit à l'établissement de nombreux ministères de l'environnement dans les pays de l'OCDE, à un accroissement des dépenses publiques connexes à l'environnement et à la promulgation de maintes lois.

Malgré ce progrès, il est devenu manifeste que l'environnement n'était toujours pas une priorité majeure pour la plupart des pays. *Le Global 2000 report to the President*, produit pendant la présidence Carter et étouffé dans l'œuf par les sympathisants de Reagan, indiquait sans l'ombre d'un doute que les systèmes naturels de la Terre subissaient une réelle et grave menace.

Par conséquent, en 1982, le Canada a insisté pour que soit mise en place une commission mondiale dont le mandat serait d'examiner la relation entre l'environnement et le développement. La Commission mondiale de l'environnement et du développement comportait deux membres canadiens : Maurice Strong, apparaissant très régulièrement à propos de questions d'environnement à l'échelle internationale, et Jim MacNeill, le secrétaire général et rédacteur ainsi que pilier de la rédaction du rapport. Tous deux joueront plus tard un rôle majeur dans la création de l'IIDD.

Les commissaires représentaient les quatre coins du monde et se sont réunis à une époque marquée par les piètres relations tant entre l'Est et l'Ouest qu'entre le Nord et le Sud. Pourtant, ils ont produit un rapport remarquable intitulé *Notre avenir à tous* aussi connu comme le « Rapport Brundtland ». Il suffit de modifier quelques dates et quelques références et il est aussi pertinent aujourd'hui qu'il l'était en 1987. Maurice Strong a utilisé l'énergie créée par le Rapport pour faire avancer les préparatifs de la Conférence qui allait avoir lieu à Rio en 1992. Il a poussé ceux qui négociaient les conventions sur les changements climatiques et sur la biodiversité à resserrer leur emploi du temps pour que les conventions soient prêtes à être signées lors de la Conférence. Puis, non content de cela, il a fait de la Conférence un Sommet plutôt qu'une simple réunion des ministres de l'environnement. Cela reflétait l'un des principaux enseignements tirés de la Commission Brundtland : le développement durable devait être un processus descendant au sein des gouvernements et des sociétés. L'idée de Jim MacNeill selon laquelle le budget national deviendrait la déclaration de développement durable annuelle la plus importante du gouvernement signifiait que le chef du gouvernement devait prendre ce sujet au sérieux s'il voulait qu'il se retrouve au cœur même du processus de prise de décision. Tout comme Ed Woolard de Dupont a un jour déclaré que « CEO » voulait dire Chief *Environmental Officer*¹, maintenant, les ministres des Finances allaient devenir des

¹ n.d.t., il s'agit d'un jeu de mot sur l'acronyme anglais qui est intraduisible


ministres des Finances et du développement durable. Et c'est à Rio que cela allait être officialisé au cours d'un grand déjeuner de Table ronde regroupant quelque 120 chefs de gouvernements auxquels il allait être demandé de signer une déclaration retentissante ainsi que les deux conventions.

Le Canada a joué un rôle important lors de la Conférence. Maurice Strong en était la vedette. Brian Mulroney a sauvé la Convention sur la biodiversité de sa destruction par le vice-président des États-Unis, Dan Quayle (vous vous souvenez, l'homme du « potato »!), en convenant de la signer. Cela a encouragé les Européens à résister à la pression exercée par les États-Unis. Après tout, si le grand ténor irlandais qui a joint sa voix à Ronald Reagan pour chanter *When Irish Eyes are Smiling* pouvait s'opposer à Bush (41), alors, pourquoi pas eux. La délégation canadienne était dirigée par le ministre de l'Environnement d'alors, Jean Charest, maintenant Premier ministre du Québec, qui y a passé de bons moments.

Puis, la Conférence a pris fin. Tous sont rentrés chez eux. Et presque rien d'autre ne s'est passé.

« Tout était donc en place pour aller de l'avant avec le développement durable. [...] Cependant, point n'est besoin de répéter que nous avons régressé, ou si nous sommes d'humeur un tant soi peu plus généreuse, que nous nous sommes déplacés latéralement [...] »





« [...] tant que l'environnement n'est pas véritablement intégré dans l'ensemble du processus d'élaboration des politiques économiques, un réel changement ne peut être que limité. »

Que nous est-il arrivé?

Je pense que nous avons tous notre théorie à ce sujet. Voici la mienne :

- 1) crises constitutionnelles canadiennes à répétition;
- 2) fatigue écologique
- 3) récession et lutte contre le déficit;
- 4) resserrement financier qui a également affecté le secteur des entreprises;
- 5) réduction majeure des dépenses liées à l'environnement à l'échelle provinciale;
- 6) et, le grand favori : la volonté politique, ou plutôt son absence.

Notre monde a considérablement changé au cours des deux ou trois dernières années. Selon Globescan, une autre invention canadienne, les Canadiens s'inquiètent plus des changements climatiques que les citoyens de tout autre pays développé. Qui plus est, il n'est pas inconcevable que le gouvernement soit renversé en raison des politiques climatiques.

L'opinion politique change même aux États-Unis où les candidats à la Présidence adoptent de solides positions à l'égard des changements climatiques.

10 mesures pour aider à redorer le blason du Canada en matière de développement durable

Que faire pour que le Canada retrouve sa respectabilité, sinon son leadership dans le domaine du développement durable?

1. **Nous devons nous souvenir du premier enseignement du Rapport Brundtland** : l'environnement et l'économie du monde sont si étroitement liés que les politiques dans l'un des domaines qui font fi de l'autre sont vouées à l'échec. Il nous faut des ministres et des bureaucrates qui adhèrent aux directives du Cabinet actuel selon lesquelles toutes les principales décisions de politiques doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale stratégique avant d'être définitives.
2. **Il nous faut, à tout le moins, une stratégie fédérale de développement durable.** Je suggérerais une stratégie nationale, élaborée par voie de consultation publique électronique et par d'autres moyens. L'absence d'une telle stratégie a paralysé les travaux du Commissaire à l'environnement et au développement durable dès le départ.
3. **Nous devons élaborer une politique économique qui fasse la promotion du développement durable.** Les politiques et projets environnementaux autonomes ont, certes, leur utilité mais tant que l'environnement n'est pas véritablement intégré dans l'ensemble du processus d'élaboration des politiques économiques, un réel changement ne peut être que limité.
4. **Il nous faut une conversation nationale à propos des politiques sur l'énergie.** Comme le répète le Premier Ministre, nous sommes une superpuissance énergétique. Il nous faut agir en conséquence.
5. **Nous devons nous doter d'une politique climatique acceptable dans son ensemble aux yeux des Canadiens.** On dirait que nous sommes en train de construire un patchwork de politiques fédérales et provinciales alors que je pense que les États-Unis s'engagent dans la direction opposée.
6. **Nous devons faire quelque chose à propos de l'adaptation aux changements climatiques.** Comme n'importe quel habitant du Nord peut vous le dire, les changements climatiques sont déjà bien avancés au nord du 60°. L'adaptation est un sujet complexe.
7. **Nous devons adopter une approche plus durable de la gestion des ressources naturelles.** Bien que notre gestion des pêches, des sols, de l'eau et des forêts semble s'améliorer lentement, nous sommes encore loin du but.
8. **Les pays en développement doivent faire partie de la solution.** Les changements climatiques sont un problème véritablement mondial. Le Canada doit assumer un rôle de leader dans l'assistance offerte aux pays en développement pour l'élaboration de leur propre cheminement vers l'énergie durable.
9. **Réformer la gouvernance environnementale internationale.** Bien que les quelque 190 pays présents aux discussions sur le climat de décembre 2007 qui se sont déroulées à Bali aient tous le droit de participer à la solution, 15 pays sont responsables de la majorité des émissions mondiales. Nous devons trouver des moyens d'amener ces 15 pays à un consensus sur les politiques visant à réduire les émissions, à évaluer le prix du carbone et à créer de nouvelles technologies avant que les autres 175 ne commencent à participer au débat.
10. **Enfin, il va sans dire que nous devons amener les jeunes à participer et leur fournir l'énergie pour le faire.** Les changements climatiques sont le défi le plus important du développement durable. Si nous ne prenons pas de solides mesures au cours des 10 à 15 ans à venir, le monde deviendra un enfer. Je ne le vivrai peut-être pas moi-même mais mes enfants le vivront, et ils ne peuvent pas se reposer sur nos (bien maigres) lauriers et attendre que cela arrive sans rien faire.

David Runnalls est le président-directeur général de l'IIDD.

L'IIDD œuvre pour lever le voile du secret qui entoure les arbitrages en matière de traités sur l'investissement

Par Nona Pelletier

Progresser vers la durabilité en matière d'investissements internationaux

Selon Howard Mann, conseiller principal en droit international de l'IIDD, l'Institut voit enfin la lumière à la fin du tunnel dans une lutte visant à obtenir la transparence obligatoire des arbitrages fondés sur les traités sur l'investissement réalisés en vertu des Règles des Nations Unies.

« L'investissement est essentiel pour promouvoir les dimensions sociale et environnementale du développement durable. Les questions liées aux investissements qui impliquent l'intérêt public doivent par conséquent être transparentes » a déclaré Howard Mann.

Depuis deux ans, l'IIDD et le Centre for International Environmental Law (CIEL) luttent pour faire inclure des règles de transparence dans les processus d'arbitrage qui ont lieu en vertu des règles d'arbitrage des Nations Unies. Les gouvernements membres de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) discutent actuellement de la transparence dans le cadre du processus de révision des Règles d'arbitrage adoptées en 1976. Cependant, ils se heurtent à une résistance au changement.

L'accent mis sur le processus de révision des Règles de la CNUDCI est limité aux arbitrages intentés par un investisseur contre un État en vertu des modalités d'un traité. L'objectif est d'améliorer les règles en ce qu'elles ont trait à l'information du public quant à l'instance, à l'accès aux documents, aux audiences ouvertes et aux mémoires d'*amicus curiae* (« intervenant désintéressé ») à l'égard de ces arbitrages. Cet intérêt découle du fait que les arbitrages entre un investisseur et un État comportent pratiquement toujours un élément d'intérêt du public, élément généralement absent des arbitrages commerciaux privés.

« À moins que des révisions des règles d'arbitrage ne soient effectuées maintenant, nous craignons fort que le secret qui voile ces procédures continue

d'exister pendant de nombreuses années et s'intensifie même. Nous ne pouvons pas rester là à ne rien faire et permettre à ses défenseurs d'officialiser cette approche archaïque du règlement des différends en vertu du droit international public » a déclaré M. Mann.

Selon Howard Mann, « le degré actuel de transparence des processus de négociation et de règlement des différends est largement inférieur aux normes de transparence en vigueur dans n'importe quelle institution démocratique ou dans n'importe quel processus relevant du droit commercial, environnemental ou de toute autre branche du droit international. » Il ajoute : « la responsabilisation est presque totalement absente du processus de règlement des différends par voie d'arbitrage. »

« L'IIDD et CIEL ont dirigé ce processus et continueront de le faire. Nos travaux commencent maintenant à porter leurs fruits auprès des gouvernements, et les arbitres internationaux semblent commencer à se rapprocher de notre position. Nous pensons que nous commençons à bâtir un consensus qui pourra faire avancer cette question. »

Le gouvernement du Canada, plusieurs pays en développement et un nombre croissant de pays développés ont joint leurs voix à la nôtre pour soutenir la transparence. Le soutien exprimé par le professeur John Ruggie, Représentant spécial de l'ONU pour la question des droits de l'homme, des sociétés transnationales et autres entreprises a particulièrement touché l'IIDD. « Une transparence adéquate en ce qui concerne les droits de la personne et autres responsabilités étatiques est essentielle si nous voulons que les divers auditoires connaissent l'existence d'instances qui peuvent avoir des incidences sur l'intérêt public. D'ailleurs, cette transparence est l'une des pierres angulaires de ce que les Nations Unies et autres organisations dotées de pouvoirs ont promulgué comme préceptes de la bonne gouvernance » a déclaré M. Ruggie.

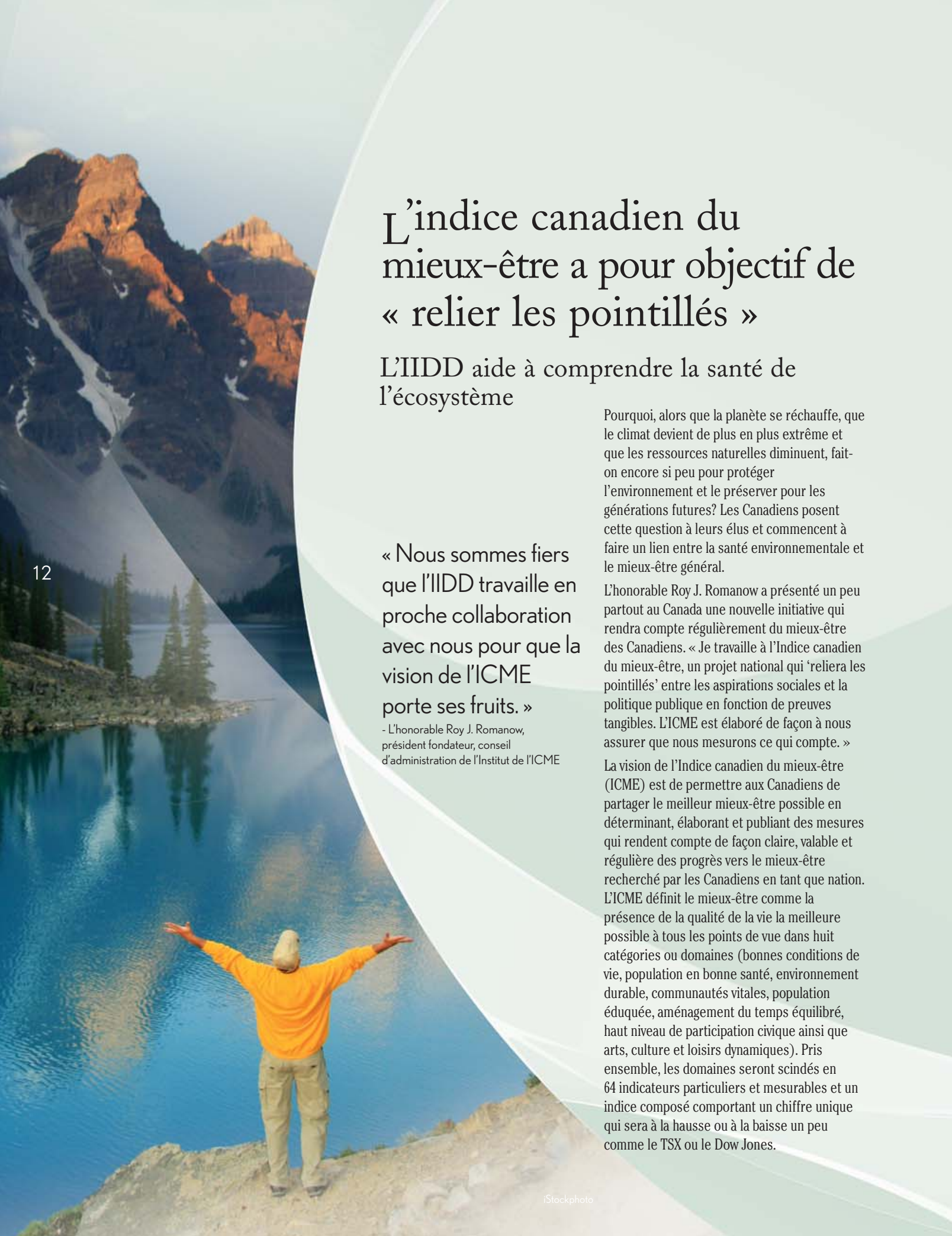
Plus récemment, certains autres gouvernements qui, au départ, s'étaient opposés aux révisions, ont commencé à suggérer des façons constructives de faire avancer la discussion. « Cela nous donne une raison d'espérer » a dit M. Mann.

Selon Howard Mann, le développement durable est, au fond, un problème d'investissement qui ne peut être réglé tant que le processus d'arbitrage demeurera secret.

Nona Pelletier est l'agente de communications et média de l'IIDD.

« Nous pensons que nous commençons à bâtir un consensus qui pourra faire avancer cette question. »





L'indice canadien du mieux-être a pour objectif de « relier les pointillés »

L'IIDD aide à comprendre la santé de l'écosystème

« Nous sommes fiers que l'IIDD travaille en proche collaboration avec nous pour que la vision de l'ICME porte ses fruits. »

- L'honorable Roy J. Romanow, président fondateur, conseil d'administration de l'Institut de l'ICME

Pourquoi, alors que la planète se réchauffe, que le climat devient de plus en plus extrême et que les ressources naturelles diminuent, fait-on encore si peu pour protéger l'environnement et le préserver pour les générations futures? Les Canadiens posent cette question à leurs élus et commencent à faire un lien entre la santé environnementale et le mieux-être général.

L'honorable Roy J. Romanow a présenté un peu partout au Canada une nouvelle initiative qui rendra compte régulièrement du mieux-être des Canadiens. « Je travaille à l'Indice canadien du mieux-être, un projet national qui 'reliera les pointillés' entre les aspirations sociales et la politique publique en fonction de preuves tangibles. L'ICME est élaboré de façon à nous assurer que nous mesurons ce qui compte. »

La vision de l'Indice canadien du mieux-être (ICME) est de permettre aux Canadiens de partager le meilleur mieux-être possible en déterminant, élaborant et publiant des mesures qui rendent compte de façon claire, valable et régulière des progrès vers le mieux-être recherché par les Canadiens en tant que nation. L'ICME définit le mieux-être comme la présence de la qualité de la vie la meilleure possible à tous les points de vue dans huit catégories ou domaines (bonnes conditions de vie, population en bonne santé, environnement durable, communautés vitales, population éduquée, aménagement du temps équilibré, haut niveau de participation civique ainsi que arts, culture et loisirs dynamiques). Pris ensemble, les domaines seront scindés en 64 indicateurs particuliers et mesurables et un indice composé comportant un chiffre unique qui sera à la hausse ou à la baisse un peu comme le TSX ou le Dow Jones.

« Le développement de l'ICME est déjà très avancé grâce aux efforts d'experts de renommée mondiale, au soutien d'un rigoureux examen par les pairs canadiens et internationaux et à des consultations publiques » dit M. Romanow. « Nous avons la chance que l'IIDD, un leader de renommée mondiale dans le domaine du développement durable, fasse partie de l'équipe de l'ICME. »

Sous la tutelle de László Pintér, directeur du programme Mesures et évaluation de l'IIDD, l'Institut élabore l'ICME pour le domaine de la santé de l'écosystème. Dans le premier avant-projet de rapport de l'IIDD présenté au début 2008, l'Institut a déterminé 17 indicateurs de base (y compris la qualité de l'eau, la qualité de l'air, la qualité des sols agricoles, la foresterie durable, la superficie des marécages restants, la durabilité des pêches, les espèces à risque et les émissions toxiques, consulter le tableau 1) pour fournir le profil le plus vaste possible de la santé de notre environnement et de l'intégrité des écosystèmes de façon très similaire à la manière dont le produit intérieur brut (PIB) donne une idée de la santé de l'économie. L'indicateur de tendance en hausse ou en baisse aidera à répondre à la question visant à savoir pourquoi la santé de l'environnement s'améliore ou se dégrade et à celle de savoir s'il est durable pour être légué aux générations futures (consulter le tableau 2).

Pour visualiser l'indice, l'ICME nous demande d'imaginer ce qui se passerait si chaque publication des chiffres liés au PIB était accompagnée de la publication d'un indice qui fournirait une vue plus complète; un indice qui mesurerait les progrès, ou leur absence, et en rendrait compte dans les domaines qui ont vraiment de l'importance pour les Canadiens et leur qualité de la vie.

S'exprimant au nom de toutes les personnes qui participent à l'élaboration de l'ICME, M. Romanow a déclaré : « nous pensons qu'alors que nous faisons la promotion de l'ICME et que ses résultats sont connus par un plus grand nombre et discutés à grande échelle, il deviendra le principal moyen, pour le Canada, de mesurer les progrès réels. Si nous pouvons établir une nouvelle approche conceptuelle de la mesure de là où nous en sommes, nous pouvons alors modifier le dialogue national. Ce faisant, nous pouvons modifier le cours de la prise de décision à l'échelle nationale et mieux l'aligner avec les valeurs canadiennes. »

Dire que l'ICME est un projet ambitieux en revient à le sous-évaluer. Il en est en ce moment à une étape très intéressante car on met les touches finales aux rapports concernant les domaines en vue d'une première publication au cours de l'année à venir. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le site Web de l'ICME à l'adresse suivante : <http://www.ciw.ca>.

Tableau 1. Aperçu de l'indicateur tiré du rapport du domaine de la santé de l'écosystème, contribution de l'IIDD à l'ICME. Le rapport complet sera publié plus tard en 2008.

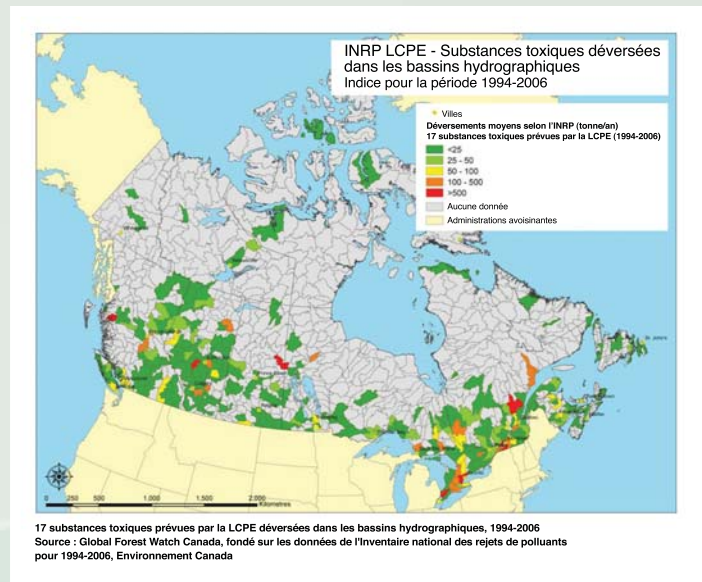
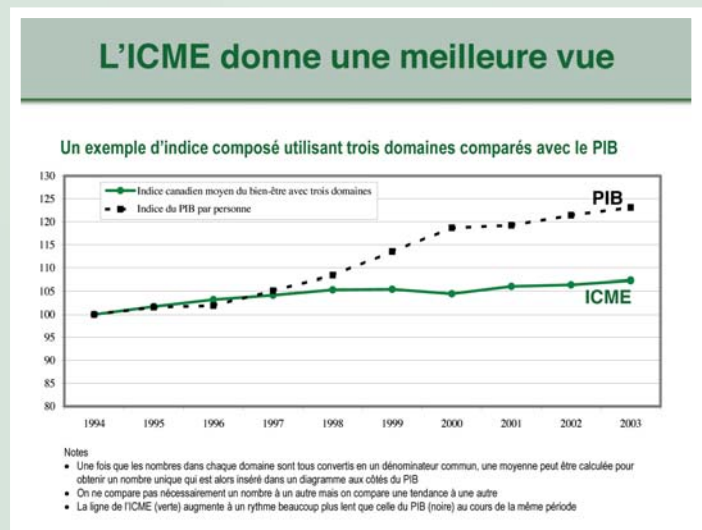



Tableau 2. Comparaison du produit intérieur brut avec l'Indice canadien du mieux-être.





L'IIDD crée un partenariat pour les travaux de conservation en République démocratique du Congo

Le projet fait la promotion de la « conservation tenant compte des conflits »

Le Parc national de Virunga, dans l'Est de la République démocratique du Congo est le Parc africain le plus ancien, et celui qui comporte la plus grande biodiversité. On y trouve un plus grand nombre d'espèces de mammifères et d'oiseaux que dans toute autre zone protégée du continent. Malheureusement, il est également le théâtre d'un certain nombre de crises convergentes. Violences prolongées, pauvreté chronique et destruction environnementale menacent sa survie.

C'est dans ce contexte que les organisations de conservation ont collaboré avec les autorités responsables des zones protégées pour faire face aux menaces, y compris notamment aux conflits armés, aux empiètements et aux installations des humains dans le Parc, à la pêche et à la fabrication de charbon de bois illégales ainsi qu'au braconnage.

Parce que les menaces visant la conservation et l'intervention connexe dans la région sont enchevêtrées dans des conflits à plusieurs niveaux et aux participants multiples, les organisations telles que la Wildlife Conservation Society (WCS) ont reconnu le besoin croissant d'aborder plus systématiquement, dans leurs travaux, les questions liées aux conflits. Parallèlement, on a constaté un intérêt croissant au sein de l'IIDD à l'égard de l'obtention d'une réalité de terrain concernant ses travaux sur l'environnement et la sécurité. Ces intérêts sont concrétisés dans une collaboration fructueuse entre IIDD et la WCS. Depuis 2006, nous collaborons pour mieux comprendre les liens entre la conservation et les conflits dans les régions susceptibles aux conflits violents ou qui en sont victimes telles que Virunga. L'objectif est d'encourager les praticiens de la conservation à utiliser ces renseignements pour concevoir et mettre en œuvre des interventions qui minimisent les situations de conflit et maximisent les possibilités de consolidation de la paix, améliorant ainsi l'efficacité et la durabilité de leurs activités.

Anne Hammill, agente de projet à l'IIDD interroge Deo Kujirakwinja, de la Wildlife Conservation Society, au sujet du partenariat entre l'IIDD et la WCS dans la République démocratique du Congo.

Le gestionnaire du projet Virunga de la WCS, Deo Kujirakwinja, est l'un des piliers de ce partenariat fructueux. Originaire de la République démocratique du Congo, M. Kujirakwinja dirige les travaux de la WCS à Virunga depuis 2003 et collabore étroitement avec Anne Hammill de l'équipe du programme Environnement et sécurité de l'IIDD pour mieux comprendre et mettre en œuvre la « conservation tenant compte des conflits ».

Dans cette entrevue avec Anne Hammill, Deo Kujirakwinja présente les travaux de l'IIDD et de la WCS ainsi que la relation qui existe entre eux.

AH : La situation dans l'Est de la République du Congo est très compliquée et les défis auxquels le Parc national de Virunga fait face sont complexes. Comment décririez-vous la situation de la conservation dans cette région?

DK : La conservation dans le Parc de Virunga est une tâche extrêmement difficile exigeant une évaluation permanente de l'environnement qui présente quotidiennement de nouveaux défis. C'est une vaste région très complexe qui a besoin de personnel énergique et dévoué mais également diplomate et pragmatique.

AH : Certains pourraient se demander pourquoi une organisation telle que la WCS, très axée sur la pratique concrète sur le terrain, a formé un partenariat avec un centre d'études et de recherche tel que l'IIDD pour travailler sur des questions liées aux conflits dans le domaine de la conservation dans le Parc national de Virunga. Pensez-vous que ce partenariat est fructueux?

DK : Tout à fait, le partenariat entre la WCS et IIDD fonctionne, et cela provient sans doute du fait que les deux organisations disposent de compétences complémentaires. La WCS travaille sur le terrain en République démocratique du Congo alors que l'IIDD élabore des méthodes, approches et stratégies liées à nos travaux sur le terrain.

AH : Pensez-vous que les travaux que la WCS et l'IIDD réalisent dans le Parc national de Virunga font une différence? Si oui, de quelle façon?

DK : Les travaux réalisés par les deux organisations ont fait une différence parce qu'ils nous ont donné la possibilité de parler avec un grand nombre de parties intéressées au sujet des conflits dont le Parc est le théâtre. Cela a fourni un forum aux défenseurs de la conservation et aux parties intéressées locales pour se rencontrer et mettre en commun leurs idées et expériences. Ces consultations sont utiles car nous tirons des enseignements des expériences vécues et des résultats atteints par d'autres personnes. Nous essayons de mettre ces idées en pratique à Virunga. Ainsi, à Nyakakoma (un village de pêcheurs au bord du lac Edward), il existe des conflits liés à la pêche illégale mais les différentes parties intéressées ne pouvaient ni se rencontrer, ni discuter des questions car la plupart des organisations chargées de l'exécution de la loi participaient aux activités illégales! Les activités que nous avons réalisées ont permis de rapprocher les différentes parties intéressées qui ont ainsi pu discuter des stratégies et déterminer les lacunes. Cela a aidé à réduire la pêche illégale et à améliorer la relation entre les différentes parties intéressées.



Anne Hammill explore la faune dans le Parc national de Virunga

AH : Pensez-vous que ces travaux ont changé la façon dont la WCS envisage sa mission dans le Parc national de Virunga?

DK : Je pense que cela a été une bonne expérience pour le personnel de la WCS, plus spécialement parce que nous découvrons que nous devons être plus sensibles aux répercussions de nos actions et à la façon dont nous mettons nos travaux en œuvre. Ainsi, à Nyakakoma, nous n'avions pas envisagé au départ qu'une ONG locale particulière puisse travailler avec les pêcheurs le long du lac Edward. L'ONG a ensuite voulu déranger nos travaux. Il nous a alors fallu rencontrer leur comité du Conseil pour leur expliquer nos travaux et les amener à comprendre le processus! Cela a été un succès et cette ONG nous demande maintenant d'animer l'une de ses réunions avec les pêcheurs locaux.

AH : Mais peut-être auriez-vous pu réaliser tout cela sans l'IIDD?

DK : Je ne pense pas. Avec l'IIDD, nous avons trouvé de nouvelles façons de considérer le règlement des conflits et nous avons encore besoin des apports de l'Institut à propos des meilleures approches, et de ses nouvelles idées.



Anne Hammill, en bas à gauche et Deo Kujirakwinja, second rang, deuxième à partir de la droite : « les activités que nous avons réalisées ont aidé les parties intéressées à se rapprocher ... »

15

« Avec l'IIDD, nous avons trouvé de nouvelles façons de considérer le règlement des conflits et nous avons encore besoin des apports de l'Institut à propos des meilleures approches, et de ses nouvelles idées. »



L'Internet sera-t-il prêt pour les défis de demain?

Un aperçu de la gouvernance de l'Internet et du développement durable

Par Don MacLean

L'Internet est l'une des pièces d'infrastructure les plus importantes de notre ère et la façon dont il est gouverné aura des répercussions considérables sur le développement durable, y compris dans les domaines des changements climatiques, de l'énergie, de la gouvernance internationale, du commerce, de la gestion des ressources naturelles, de la sécurité et des affaires.

Au cours des dix dernières années, la gouvernance de l'Internet a constitué l'un des sujets suscitant les discussions les plus animées à l'ordre du jour de la politique internationale. Les protocoles Internet ont été conçus dans les années 1970 par des chercheurs américains et européens. Pendant les vingt années suivantes, l'Internet a été développé de façon ascendante par des scientifiques, des ingénieurs et des chercheurs. Les choses ont pris un tour différent dans les années 1990 lorsqu'il a été mis à la disposition du public. C'est à ce moment-là que l'Internet est devenu un important enjeu de politique. L'attention était alors centrée sur les deux questions principales que sont la gestion des adresses Internet et des noms de domaine (les principales ressources qui permettent à ses utilisateurs de se connecter et de communiquer) et l'environnement dynamique nécessaire pour soutenir les services axés sur l'Internet tels que le commerce électronique, le gouvernement électronique, la santé électronique et l'éducation électronique.


Les modalités du débat sur la gouvernance de l'Internet ont été transformées par le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) qui s'est déroulé en deux étapes, l'une à Genève en 2003 et l'autre à Tunis en 2005. Dans le cadre du processus du SMSI, les représentants de gouvernements, de la société civile et du monde des affaires ont collaboré pour élaborer une définition plus vaste de la gouvernance de l'Internet, qui

recouvre toutes les questions soulevées par les différents rôles qu'il joue au niveau du développement économique et social, ainsi que les questions liées à la gouvernance de l'Internet lui-même. Au fil de l'augmentation de la portée de la gouvernance de l'Internet, on a pu constater une croissance de la reconnaissance du fait que tous les groupes de parties intéressées, y compris les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les organisations internationales, la communauté technique, les utilisateurs finaux et les universitaires, doivent participer au processus de gouvernance de l'Internet si l'on veut canaliser son pouvoir et l'énergie de ses différentes communautés de personnes intéressées pour les mettre au service des objectifs du développement durable.

L'IIDD s'est fait le défenseur de l'importance de l'Internet pour le développement durable dès les premières réunions préparatoires du SMSI et est demeuré engagé dans l'Internet Governance Forum conçu pour le dialogue de suivi. Cependant, de façon générale, la communauté du développement durable n'a pas participé au débat sur la gouvernance de l'Internet. Cela est bien dommage.

L'Internet fait face à une série de défis qui pourraient entraîner une profonde transformation, et même la disparition, du réseau ouvert, accessible, polyvalent et stimulant que nous connaissons aujourd'hui. Ces défis découlent du fait que l'Internet n'était pas, au départ, conçu pour réaliser un grand nombre des tâches que les utilisateurs s'attendent à ce qu'il accomplisse aujourd'hui et espèrent qu'il fera demain. Les récents développements, y compris les tendances à la convergence et l'émergence de « l'Internet des objets », le potentiel du « cloud computing » (traitement dans les nuages) », les « réseaux sociaux » et la capacité d'« organiser sans organisations¹ » (traduction) peuvent promouvoir plus avant le développement durable de façons inconcevables il y a seulement quelques années.

Cependant, il reste de nombreux défis. Le plus important est de reconnaître que l'Internet n'en est encore qu'à ses balbutiements et que toute élaboration de politique doit s'efforcer de préserver, à l'intention des générations futures, l'intégralité de son potentiel dont ni la portée, ni l'étendue ne sont encore connues, en prévoyant l'innovation et l'expérimentation par les utilisateurs finaux.



On trouve les suivants parmi les principaux défis :

- assurer l'accès à la structure de soutien de l'Internet à partir des quatre coins du monde, plus particulièrement de l'Afrique, et un accès local abordable pour tous, où qu'ils se trouvent;
- régler les épineuses questions de propriété intellectuelle connexes aux technologies et au contenu de l'Internet;
- trouver des solutions d'authentification qui créent un équilibre entre la sécurité et les préoccupations quant à l'identité des utilisateurs, au droit à la protection de la vie privée et aux droits de la personne;
- offrir un accès à l'Internet au moyen de téléphones mobiles, particulièrement aux trois milliards de personnes dans le monde du Sud;
- étendre les espaces d'adresse et de domaine Internet tout en préservant et en améliorant la stabilité et la sécurité du réseau;
- permettre une gouvernance de l'Internet efficace par un grand nombre de personnes intéressées.

Les décisions prises au cours des 5 à 10 prochaines années concernant ces défis auront des répercussions importantes sur le rôle de l'Internet dans le développement durable pendant les décennies à venir. L'IIDD s'est engagé à intégrer les principes du développement durable dans les fondations sur lesquelles s'appuieront ces décisions. La communauté du développement durable devrait être très attentive puisque les réponses aux questions d'aujourd'hui quant à la gouvernance de l'Internet façonneront les principaux éléments de notre avenir commun.

Don MacLean est un associé de l'IIDD.

¹Cette expression est tirée de l'ouvrage de Clay Shirky paru en 2008 intitulé « Here Comes Everybody: The Power of Organizing without Organizations ».

« L'Internet fait face à une série de défis qui pourraient entraîner une profonde transformation, et même la disparition, du réseau ouvert, accessible, polyvalent et stimulant que nous connaissons aujourd'hui. »



Mark Halle, directeur

Commerce et investissement

Nous commençons avec l'hypothèse que les humains, individuellement ou en groupe, se comporteront presque toujours de façon à servir ce qu'ils perçoivent comme leur propre intérêt. En outre, nous pensons que les gens tendent à choisir des solutions rationnelles sauf s'ils sont incités à agir différemment et que les incitations sont suffisamment alléchantes pour vaincre le sens commun.

Dans notre monde moderne et mondialisé, nous sommes convaincus que la tendance naturelle à favoriser un comportement durable est vaincue par de solides incitations à nous comporter de façon non durable. À cet égard, les incitations les plus fortes sont de nature culturelle (le comportement de nos modèles), liées au pouvoir et économiques. Puisque même la première et la seconde sont liées à l'économie, nous pensons que la durabilité ne sera atteinte que lorsque ce qui est sensé du point de vue économique correspondra à ce qui est sensé du point de vue de la durabilité.

Les signaux économiques les plus puissants proviennent des politiques économiques centrales : les politiques fiscales, commerciales, liées aux

investissements ainsi que les distorsions économiques causées par les subventions directes et indirectes. Par conséquent, à notre avis, les signaux économiques inappropriés découlant de politiques faussées en matière fiscale, commerciale, d'investissements et de subventions fournissent un ensemble considérable d'incitations destinées aux personnes et aux groupes qui les amènent à se comporter de façon non durable. À moins que nous n'y remédions, nous pensons que la durabilité demeurera hors de la portée de l'humanité.

C'est la logique qui guide les travaux du programme Commerce et investissement. À partir d'un effort centré uniquement sur le commerce, nous avons étendu nos activités pour y inclure des initiatives majeures concernant les investissements et les subventions. Si nous ne portons pas présentement notre attention sur la politique fiscale, c'est parce que ses répercussions ont une portée presque exclusivement nationale alors que celles du commerce et de l'investissement sont largement internationales alors que les politiques en matière de subventions ont de fortes incidences internationales sur le commerce et l'investissement.

Points saillants pour 2007-2008

Commerce

- Après l'échec de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui n'a pas pris au sérieux les engagements envers le développement durable énoncés dans son préambule, nous avons élaboré une feuille de route du développement durable indiquant les mesures que l'OMC doit prendre pour faire correspondre ses actions et ses objectifs.
- L'IIDD examine la façon de raviver les efforts déployés pour convaincre les gouvernements d'inclure et de mettre en œuvre des critères de durabilité dans leur politique d'approvisionnement.
<http://www.iisd.org/markets/procurement/>
- L'IIDD continue à collaborer avec l'Organisation internationale de normalisation pour élaborer une nouvelle norme sur la responsabilité sociale de l'entreprise.
<http://www.iisd.org/standards/csr.asp>
- L'IIDD cherche à comprendre les répercussions, sur le développement durable, de l'impartition des services à des pays ayant des coûts de main-d'œuvre inférieurs.
- Théoriquement, la prolifération de mécanismes d'étiquetage et de certification qui visent à révéler la façon dont les biens sont produits et à offrir aux consommateurs le choix de soutenir la durabilité en décidant quel produit acheter est un développement utile. En pratique, il peut créer des obstacles insurmontables pour les petits producteurs dans les pays pauvres qui cherchent à vendre leurs produits. Le sous-programme de l'IIDD intitulé Marchés durable et commerce responsable œuvre pour simplifier le processus et aider les pays pauvres à développer la capacité dont ils ont besoin pour se tailler une place sur ces nouveaux marchés. <http://www.IISD.org/markets/>

- L'IIDD collabore avec la Chine pour comprendre comment la durabilité est affectée au cours de la chaîne de transformation de certains produits tels que les produits forestiers, le coton et les textiles, ainsi que les produits électroniques et les déchets. <http://www.iisd.org/trade/china/markets.asp>
- De façon plus générale, l'IIDD collabore avec la Chine pour déterminer la façon dont son commerce pourrait adopter un modèle plus durable tout en continuant à se développer. La Stratégie du commerce durable pour la Chine (Sustainable Trade Strategy for China) énumérera un certain nombre de recommandations à cet égard.
- Reconnaisant les besoins continus de développer la capacité de politique économique dans les pays en développement, l'IIDD a de nouveau lancé, et a renforcé, le Trade Knowledge Network. Il a en outre lancé un programme concurrentiel de microfinancements destiné aux jeunes chercheurs du Sud. <http://www.tradeknowledgenetwork.net>
- Au Laos et en Thaïlande, l'IIDD a élaboré et testé une méthodologie d'évaluation rapide du commerce et de l'environnement (Rapid Trade and Environment Assessment) qu'il étendra bientôt à d'autres pays en développement. http://www.iisd.org/trade/policy/rapid_trade.asp

Investissement

- L'IIDD a créé un Forum annuel pour les négociateurs d'investissement des pays en développement pour qu'ils puissent échanger leurs expériences et meilleures pratiques. http://www.iisd.org/investment/capacity/dci_forum_2007.asp
- L'IIDD a conçu un cours de formation de quatre semaines pour aider à augmenter la capacité concernant la négociation des investissements internationaux dans le monde en développement et a dispensé avec succès au Chili son premier cours destiné aux négociateurs d'Amérique du Sud.
- La publication de l'IIDD *Investment Treaty News* (ITN) a continué à rendre compte des accords internationaux d'investissement et des litiges qui en découlent. Une série spéciale de l'ITN a été publiée à l'intention des parlementaires et un premier *Year in Review* de l'ITN a été publié. <http://www.iisd.org/investment/itm/>
- Au cours de l'année passée, nous avons travaillé pour influencer la réforme de l'un des ensembles les plus communs de règles utilisées dans le cadre des arbitrages portant sur les investissements internationaux : les règles de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international. Lire l'article de fond à la page 11.
- L'IIDD a mis en place un fonds pour améliorer sa capacité à donner des conseils techniques sur demande aux pays en développement à propos des questions d'investissement. Nous envisageons maintenant d'officialiser cela en fondant un centre consultatif sur le droit des investissements internationaux.
- Les travaux de l'IIDD en matière d'investissements sont progressivement dirigés vers les secteurs, celui de l'énergie étant le premier. La nature des règles régissant les investissements dans le secteur de l'énergie pourrait bien déterminer la question de savoir si nous allons relever le défi des changements climatiques, et pourtant, personne sauf l'IIDD ne semble considérer cela sérieusement.
- Récemment, la Chine a fait l'objet de considérables critiques en raison de ses investissements, plus particulièrement en Afrique, et a demandé à l'Institut de l'aider à élaborer quelques règles et principes de base.

Subventions

Pour obtenir des renseignements sur nos travaux dans le domaine des subventions, veuillez visiter notre site Web de l'Initiative mondiale des subventions (Global Subsidies Initiative) à l'adresse suivante : <http://www.globalsubsidies.org>

- L'IIDD termine un ensemble d'études sur les subventions accordées à l'industrie des biocarburants. Ces travaux ont commencé au moment où l'enthousiasme envers les biocarburants était presque à son niveau le plus élevé, et ont contribué à faire connaître les politiques malencontreuses à propos de la question des biocarburants. L'IIDD a manifestement joué un rôle essentiel dans la diminution de l'importance de cette question.
- L'IIDD a élaboré un réseau de journalistes des pays en développement informés au sujet des questions concernant les subventions, au moyen d'un partenariat avec le Inter Press Service (l'agence de presse des pays en développement) et au moyen d'une série de forum médiatiques à propos des questions liées aux subventions qui ont eu lieu à ce jour en Asie du Sud, en Amérique centrale et au Moyen-Orient.
- Le seul moyen de déterminer si les subventions sont légales du point de vue commercial est d'informer l'OMC de leur existence. L'IIDD a élaboré un modèle d'avis de subventions (Model Subsidy Notification) et l'a essayé dans deux pays. Nous avons maintenant commencé les travaux nécessaires pour que l'OMC l'adopte comme modèle officiel.
- L'IIDD a entamé ses travaux sur les subventions pour l'irrigation, principalement en développant une méthodologie claire pour les calculer.

L'IIDD tient à souligner le soutien dont a bénéficié en 2007-2008 son travail au chapitre du Commerce et des investissements grâce à la générosité des donateurs suivants :

Coopération technique belge ■ Cadbury Schweppes Plc. ■ CitiGroup Foundation ■ Common Fund for Commodities (CFC) ■ CORDAID ■ Department for International Development (DFID), R.-U. ■ Green Mountain Coffee ■ Hewlett Foundation ■ HIVOS ■ Centre de recherches pour le développement international (CRDI) ■ Industrie Canada ■ International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) ■ Mott Foundation ■ Pays-Bas ■ Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement des Pays-Bas ■ Ministère des Affaires étrangères et du commerce de Nouvelle-Zélande ■ Norwegian Agency for Development Co-operation (Norad) ■ Ministère des Affaires étrangères de Norvège ■ Ministère de l'environnement de Norvège ■ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ■ Rabobank (SAGF) ■ Rockefeller Foundation ■ Ministère royal des Affaires étrangères du Danemark ■ Direction du développement et de la coopération (DDC) suisse ■ Solidaridad, Grupo De Fundaciones (GDF) ■ Starbucks ■ Sustainable Development Policy Institute ■ Suède : ministre des Affaires étrangères ■ Agence suédoise d'aide au développement international (Asdi) ■ Secrétariat d'État à l'économie (SECO) de la Suisse ■ The German Marshall Fund ■ Foundation for Strategic Environmental Research (MISTRA) de la Suède ■ Agence américaine pour le développement international (USAID) ■ Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ■ Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)



Un moment
frappant

Nos travaux sur les accords d'investissements et sur les droits des entreprises et des personnes nous ont fait sortir de notre zone de confort environnemental pour nous propulser dans la dimension sociale du développement durable. Nous avons collaboré avec des experts dans le domaine des droits de la personne pour montrer comment le droit de l'investissement et le droit des droits de la personne sont liés. Le résultat final a été que le rapport final rédigé par John Ruggie, le Représentant spécial de l'ONU pour la question des droits de l'homme, des sociétés transnationales et autres entreprises, qui avait commandé les travaux a révélé que les questions liées aux investissements constituaient une préoccupation majeure quant à l'amélioration du rôle des entreprises dans le domaine

de la protection et de la promotion des droits de la personne. Le professeur Ruggie, et d'autres, nous ont félicités pour nos travaux et ont reconnu leurs répercussions.

Howard Mann, associé et conseiller principal en droit international



László Pintér, directeur

Mesure et évaluation

L'année dernière, j'ai représenté le programme lors de deux conférences phare qui illustrent la maturation de l'ordre du jour de la mesure : le forum mondial de l'OCDE « Mesurer et favoriser le progrès des sociétés » et la Conférence « Au-delà du PIB » organisée au Parlement européen. Ces deux événements ont démontré que la nécessité de changer la façon dont nous mesurons les progrès est maintenant reconnue au niveau de la politique générale comme un levier essentiel pour promouvoir le développement durable.

Notre publication intitulée *Sustainable Agriculture: From Common Principles to Common Practice* (http://www.iisd.org/pdf/2007/infasa_common_principles.pdf), illustre la diversité croissante des initiatives de mesure. Elle souligne également le fait que les citoyens, l'industrie, le gouvernement, les actionnaires et les agriculteurs exigent une responsabilisation accrue et de meilleurs indicateurs du développement durable. Au fil de la croissance de la demande, la création de liens explicites entre les indicateurs et la prise de décision suscite un intérêt de plus en plus soutenu, comme le montrent nos travaux sur la budgétisation fondée sur les résultats réalisés avec le Conseil du Trésor du Manitoba.

Nous devons mieux et plus souvent relier les analyses rétrospectives et prospectives. Notre rôle principal dans l'élaboration du chapitre sur les scénarios du rapport GEO 4 du PNUE et l'ouvrage intitulé *GEO Resource Book* illustrent la façon dont nous créons ces liens. Parallèlement au risque croissant lié au changement mondial, on constate une demande croissante d'élaboration et de mise en œuvre d'une stratégie fondée sur la preuve, qui comporte une meilleure responsabilisation globale. L'établissement de réseaux régionaux en Amérique latine et dans la région Asie-Pacifique facilitera nos travaux portant sur l'analyse et la conception de stratégies de développement durable, dont une solide responsabilisation est l'une des pierres angulaires. Ces travaux devraient nous permettre d'améliorer la gouvernance et la prise de décisions dans le domaine du développement durable.

Points saillants pour 2007-2008

- Nous avons travaillé à l'Indice canadien du mieux-être dans le domaine de l'écosystème. Lire l'article à la page 12 du présent rapport.
- Nous avons lancé deux réseaux régionaux sur les stratégies et les instruments de développement durable : un en Amérique latine et aux Caraïbes, l'autre dans la région Asie-Pacifique.

- Nous avons terminé l'ouvrage intitulé *GEO Resource Book*, précieuse ressource pour aider au développement de la capacité à l'égard de l'évaluation et de la reddition de compte intégrés en matière d'environnement à l'échelle nationale. Nous avons tenu des ateliers de formation des formateurs conjointement avec le PNUE. <http://www.iisd.org/measure/learning/assessment/training.asp> et <http://www.unep.org/DEWA/cbps/index.asp>
- Nous avons joué un rôle essentiel dans la rédaction du chapitre sur les scénarios du 4^e rapport de l'Avenir de l'environnement mondial (GEO) du Programme des Nations Unies pour l'environnement. <http://www.iisd.org/measure/knowledge/global/geo4.asp> et http://www.unep.org/geo/geo4/report/09_The_Future_Today.pdf
- En collaboration avec Stratos Inc., nous avons rédigé un rapport sur les Perspectives environnementales en Amérique du Nord pour la Commission de coopération environnementale.
- Nous avons examiné trois évaluations mondiales majeures établies selon les perspectives de l'agriculture canadienne publiées au cours de l'année 2007. <http://www.iisd.org/measure/knowledge/sectors/assessments.asp>
- Nous avons terminé un système d'indicateurs pour notre projet pilote de Global Environment Facility dans la région du lac Balaton en Hongrie. <http://www.iisd.org/measure/knowledge/national/balaton.asp>
- Nous avons aidé le Secrétariat du Conseil du Trésor du gouvernement du Manitoba à élaborer les principes pour les rapports sur le rendement destinés au public et avons donné des ateliers sur les mesures fondées sur les résultats dans le cadre de la planification et de l'élaboration de rapports gouvernementaux. <http://www.iisd.org/measure/learning/sd/outcome.asp>
- Nous avons terminé la conception d'un cadre de mesure et d'évaluation du rendement destiné au Fonds de développement durable du Manitoba.
- Nous avons mis à jour et lancé de nouveau le *Compendium of Sustainable Development Indicator Initiatives* lors du deuxième forum mondial « Mesurer et favoriser le progrès des sociétés ». <http://www.iisd.org/measure/compendium/>

Dans le cadre de mes travaux en ma qualité de gestionnaire d'un projet réalisé conjointement avec l'Assembly of Manitoba Chiefs, qui utilise des forums communautaires pour élaborer des mesures du bien-être pour la communauté des Premières nations de Winnipeg, les moments frappants n'ont pas manqué. Celui qui m'a le plus marqué était le moment où un jeune a décrit, lors d'un forum, l'importance de son identité culturelle. Il a dit que sans son identité culturelle, il ferait partie d'un gang, serait en prison, sans abri ou mort. Pour lui, l'identité culturelle est le cœur même de la notion de bien-être et c'est également ce qui l'aide à surmonter les moments difficiles. Pour obtenir de plus amples renseignements concernant ce projet, veuillez visiter la page suivante : http://www.iisd.org/measure/knowledge/community/first_nations.asp. Christa Rust, agente de projet



Un moment
frappant

L'IIDD tient à souligner le soutien dont a bénéficié en 2007-2008 son travail au chapitre de la Mesure et de l'évaluation grâce à la générosité des donateurs suivants : Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) ■ Assembly of Manitoba Chiefs ■ Atkinson Foundation ■ Agence canadienne de développement international (ACDI) ■ Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Canada (MAECI) ■ Environnement Canada ■ Gouvernement de Sainte-Lucie ■ Centre de recherches pour le développement international (CRDI) ■ Lake Balaton Development Coordination Agency ■ Ressources naturelles Canada ■ Netherlands Environmental Assessment Agency (MNP) ■ Province de la Colombie-Britannique ■ Province du Manitoba ■ Serecon Management Consulting Inc. ■ Stratos Inc. ■ Thompson Rivers University ■ Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ■ Centraide Canada ■ University of Aberdeen ■ University of Denver ■ Banque mondiale

Rapport de programme



Henry David Venema, directeur

Gestion durable des ressources naturelles

À l'automne 2008, le programme GDRN de l'IIDD aura quatre ans. Il regroupe nos travaux dans le domaine de l'environnement et de la sécurité et unifie deux anciens programmes de l'Institut : le programme de l'Adaptation communautaire et des moyens de subsistance durable (1993-1999) axé sur les régions arides du monde en développement, et le programme des Grandes Plaines (1993-1999) axé sur l'Amérique du Nord. Nos travaux dans les deux domaines de la gestion des écosystèmes et de l'environnement et la sécurité sont unifiés par le concept commun selon lequel l'adaptation et la résilience face au changement environnemental mondial constituent une priorité toujours plus pressante tant pour les écosystèmes que pour les collectivités.

Les travaux que nous avons réalisés au cours de l'année écoulée au sujet des Prairies canadiennes ont été inspirés par l'approche des biens et services écologiques rendue populaire par l'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire en tant que fondement de tous les éléments du bien-être humain (économique, social, physique et spirituel). Les biens et services écologiques recouvrent l'ensemble des biens et services fournis par les écosystèmes, notamment l'eau et l'air purs, la prévention des catastrophes naturelles, l'habitat pour les humains et la faune ainsi que la séquestration de carbone. Les sociétés peuvent tirer un meilleur profit de la protection et de la restauration de l'écosystème pour se procurer leurs biens et services, plutôt que de tenter de fabriquer des substituts. Si nous pouvons offrir un accès équitable, une utilisation durable et une gouvernance transparente et participative des biens et services écologiques, nous aurons atteint le développement durable.

Nos travaux sur l'environnement et la sécurité sont fondés sur l'hypothèse selon laquelle lorsque notre gouvernance a échoué ou a été submergée par une catastrophe naturelle ou par un conflit, la gestion durable des ressources naturelles et la conservation peuvent être les pierres angulaires d'un plan de reprise des activités. En outre, nous continuons nos travaux de plus en plus pertinents d'évaluation de la vulnérabilité des Prairies canadiennes et d'élaboration de mécanismes de création de politiques d'adaptation qui résisteront à l'incertitude climatique croissante.



Un moment frappant

Mon impression la plus forte au cours de cette dernière année est née des immenses défis quotidiens auxquels font face les défenseurs de la conservation pour protéger les gorilles de montagne et les gorilles des côtes ainsi que leur habitat dans l'Est du Congo. La guerre civile qui fait rage dans ce pays depuis 10 ans a produit un nombre estimé de 4 millions de décès dus à la guerre ou à la maladie. Et, bien que cette région ne fasse plus les manchettes internationales, le conflit vicieux se poursuit. En août 2007, nous avons organisé un atelier sur l'intégration de la sensibilité aux conflits dans la gestion de la conservation à Bukavu. Les membres des communautés, des gardiens et gestionnaires de parcs y participaient. Leur but bien précis malgré les obstacles apparemment insurmontables et leur humour face à l'adversité ont été une profonde inspiration.

Oli Brown, gestionnaire de programmes

Points saillants pour 2007-2008

- Avec ÉcoRessources basé au Québec, nous avons réalisé une analyse de rentabilité des notions de politique concernant les biens et services écologiques au sein du secteur agricole canadien. Nous avons communiqué directement avec le groupe de travail fédéral-provincial chargé d'élaborer les politiques et la programmation nationales en matière de biens et services écologiques.
- Nous avons réalisé une évaluation des biens et services écologiques du Sud du Manitoba en élaborant les raisons économiques qui sous-tendent les programmes de biens et services écologiques visant à atténuer l'eutrophisation du lac Winnipeg.
- Nous avons analysé la possible utilisation des instruments de politique économique pour gérer les substances nutritives dans le bassin hydrographique du lac Winnipeg et en vue de la mise en œuvre des recommandations du Lake Winnipeg Stewardship Board.
- Nous avons poursuivi nos travaux avec Gestion des ressources hydriques Manitoba pour délimiter la portée de l'approche d'enchères *EcoTender* du paiement des biens et services écologiques.
- Nous avons rédigé un document pour Environnement Canada intitulé « Environmental Change and the New Security Agenda: Implications for Canada's security and environment ». http://www.iisd.org/pdf/2008/env_change_security_canada.pdf
- Nous avons entrepris deux nouveaux projets de politique au sujet des accords environnementaux multilatéraux et de la sécurité qui constituent une exploration féconde du rôle de la gouvernance environnementale internationale dans la biodiversité et les centres de diversité sous-tendus par des conflits.
- Nous avons lancé un projet pour le Service des situations post-conflituelles du PNUE afin d'aider ce dernier à élaborer une stratégie complète à l'échelle des Nations Unies pour intégrer la gestion environnementale dans le processus de consolidation de la paix.

Stockphoto

L'IIDD tient à souligner le soutien dont a bénéficié en 2007-2008 son travail au chapitre de la gestion durable des ressources naturelles grâce à la générosité des donateurs suivants :

Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) ■ ÉcoRessources ■ Environnement Canada ■ Centre de recherches pour le développement international (CRDI) ■ MacArthur Foundation ■ Manitoba Clean Environment Commission ■ Max Bell Foundation ■ Ressources naturelles Canada ■ Norwegian Agency for Development Cooperation (Norad) ■ Prairie Agricultural Machinery Institute (PAMI) ■ Province du Manitoba ■ Ministère de la Conservation du Manitoba ■ Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ■ Wildlife Conservation Society (WCS) ■ Winslow Foundation ■ WWF – (International Gorilla Conservation Programme)

Rapport de programme



Heather Creech, directrice

Au cours de cette année marquant le vingtième anniversaire de la Commission Brundtland, mon équipe s'est de nouveau penchée sur la définition essentielle du développement durable créée par cette Commission. Nous avons constaté qu'elle repose sur les deux concepts de limitations et de possibilités : les limites que les écosystèmes mondiaux peuvent atteindre en raison de la situation technologique et de l'organisation sociale, et les possibilités de durabilité produites par les changements au niveau de la technologie et de l'organisation sociale. La technologie, plus particulièrement, soutient et modifie de façon jusqu'à maintenant sans précédent la façon dont nous organisons les régimes qui nous gouvernent, nos économies et nos cultures. Les idées, la connaissance et l'expertise passent beaucoup plus librement d'une institution et d'un secteur à l'autre qu'il y a 20 ans. On constate l'apparition d'immenses réseaux sociaux de personnes dotés de leur propre capacité à influencer, pour le meilleur ou pour le pire, les priorités et la planification.

« Nous devons soutenir les institutions et les personnes pour faire la transition vers des façons de travailler qui se fondent d'avantage sur les réseaux. »

Communications des connaissances

Ces changements s'accroissent. Nous devons comprendre et influencer ceux qui développent et gèrent la technologie. Nous devons soutenir les institutions et les personnes pour faire la transition vers des façons de travailler qui se fondent d'avantage sur les réseaux. Nous devons former la prochaine génération de dirigeants pour faire une différence dans un monde relié par les réseaux. C'est le point sur lequel mon équipe et moi-même avons choisi de centrer nos efforts. Nous pensons que nos travaux concernent les relations au-delà des frontières, et la façon dont les institutions et les personnes peuvent collaborer de façon plus efficace. Ils concernent la technologie des communications et la promotion de son rôle dans l'accroissement des capacités de l'humanité à apprendre et à interagir ainsi que la promotion de la gestion des conséquences imprévues de la création de tous ces réseaux. Enfin, ils concernent la personne et sa capacité à transformer le monde.

Points saillants pour 2007-2008

- *Internet Governance and Sustainable Development: Towards a Common Agenda* http://www.iisd.org/pdf/2007/igsd_common_agenda.pdf; on peut en lire plus à propos de notre participation permanente à l'Internet Governance Forum à l'adresse suivante : <http://www.iisd.org/infosoc/gov/>.
- Des services de planification de réseaux de partenariat et d'évaluation de la capacité ainsi que d'évaluation sont fournis au Fonds international de développement agricole; au Forum International pour le Transport Rural et le Développement; au Centre de recherches pour le développement international et à l'Association for Progressive Communications; au programme de reconnaissance SEED (Supporting Entrepreneurs for Sustainable Development) résultant d'un partenariat entre l'IUCN, le PNUE et le PNUD; à la Direction du développement et de la coopération de la Suisse; au Centre for Global Studies et à l'université de Victoria. <http://www.iisd.org/networks/>
- Vingt-huit stagiaires ont été recrutés, formés et placés dans des postes dans le monde entier <http://www.iisd.org/interns/intro.aspx>
- Environment and Sustainable Development Policy Development in K-12 Schools in Manitoba and Canada: http://www.iisd.org/pdf/2008/enviro_sd_policy_schools.pdf et un ensemble de politiques destinées aux conseils scolaires de la maternelle à la 12^e année à l'adresse suivante : <http://www.iisd.org/leaders/policybank/>
- Établissement d'un réseau social de jeunes de l'Arctique, à l'adresse suivante : <http://www.ookpik.org/>



Les stagiaires de l'IIDD reçoivent leur formation à Winnipeg



Un moment frappant

Alors que j'enquêtais sur les répercussions des technologies de l'information et des communications (TCI) sur le développement durable, j'ai été très surpris d'apprendre le rôle joué par la demande de TCI dans le conflit le plus sanglant au monde depuis la

Seconde Guerre mondiale. Entre 1998 et 2003, un conflit centré au nord-est de la République démocratique du Congo a causé 5,4 millions de décès depuis 1998. À son apogée, le conflit était alimenté par l'extraction illégale du tantale, un ingrédient essentiel des composantes électroniques compactes dont le prix a rapidement augmenté en raison du nombre croissant de visites dans le monde virtuel et de la spéculation sur les TCI. Avec l'augmentation effrénée des ventes de téléphones mobiles et une nouvelle hausse du prix du tantale, je me demande ce que seront les répercussions futures sur la République démocratique du Congo.

Tony Vetter, agent de projet

L'IIDD tient à souligner le soutien dont a bénéficié en 2007-2008 son travail au chapitre de la communication des connaissances grâce à la générosité des donateurs suivants :

- Agence canadienne de développement international (ACDI)
 - Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada (MAECI)
 - Fédération canadienne des municipalités (FCM)
- Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC)
- Intermediate Technology Development Group
- Centre de recherches pour le développement international (CRDI)
- Fonds international de développement agricole (FIDA)
- Ministère de l'Éducation, de la Citoyenneté et de la Jeunesse du Manitoba
- Ministère de la Conservation du Manitoba
 - Oxfam – Québec
 - Province du Manitoba
- Sustainable Development Commission
- Union mondiale pour la nature (IUCN)
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- Université de Victoria
- The World Business Council for Sustainable Development

Changements climatiques et énergie

Rapport de programme



John Drexhage, directeur

24

Du point de vue du programme Changements climatiques et énergie, on pourrait dire que notre année a été très productive. Nous avons renforcé notre profil de recherche et de conseil en matière de politique tant à l'échelle nationale qu'internationale. Sur la scène internationale, l'IIDD s'est taillé une solide réputation comme l'un des leaders institutionnels mondiaux au sujet des questions liées au commerce, à l'investissement, aux changements climatiques et à la nécessité d'intégrer les changements climatiques dans un ordre du jour de politique étrangère plus vaste. Notre outil d'intégration de l'adaptation a été reçu avec un succès considérable et a été reproduit à maintes reprises. Nos récents efforts, y compris quatre publications très bien reçues au début 2008, témoignent des efforts acharnés et considérables déployés par l'équipe.

En Amérique du Nord, nous avons acquis l'intéressante réputation d'être un institut qui attire l'attention sur la nécessité de faire face aux questions liées aux changements climatiques et à l'énergie à une échelle plus régionale, dans le contexte des réalités économiques et de sécurité continentales. Au Canada, nous allons collaborer activement avec les provinces pour les aider à continuer à développer leurs plans concernant les changements climatiques. Le Comité permanent de l'environnement et du développement durable de la Chambre des communes m'a demandé avec insistance d'aider à déterminer, à l'intention des députés, les questions abordées au cours des négociations internationales ainsi que le profil du Canada dans ces discussions. Notre liste de clients au Canada, y compris les gouvernements provinciaux et du secteur privé, s'allonge sans cesse.

Et pourtant, on ne peut s'empêcher de s'inquiéter à propos de la façon dont la question des changements climatiques est abordée au Canada et dans le monde. Le Sommet de Bali sur les changements climatiques qui a eu lieu en décembre n'a été, au mieux, qu'un succès procédural. Un grand nombre des vieilles querelles ont refait surface et un degré étonnamment élevé de méfiance continue de régner. Au Canada, les émissions n'ont pas diminué. En outre, une autre année s'est écoulée sans qu'un ensemble de politiques et de réglementations rigoureuses ne soit mis en place en Amérique du Nord pour démontrer que nous commençons vraiment adresser la question. Il est manifeste que le travail qui nous reste à faire est encore considérable et il est tout aussi manifeste que l'IIDD ne peut se permettre de se reposer sur ses lauriers tant que la situation actuelle n'est pas réglée. Il faut faire de réels progrès, et cela sans attendre.

Points saillants pour 2007-2008

- Nous avons fourni les idées d'un point de vue canadien quant à la conception future du régime climatique international.
http://www.iisd.org/climate/kyoto/post_2012.asp
- Nous avons aidé à faciliter un échange d'opinions entre les ministres du Commerce à propos des liens positifs entre les questions liées aux changements climatiques et celles liées au commerce. <http://www.iisd.org/climate/markets/trade.asp>
- Nous avons accéléré nos travaux en Afrique en aidant à développer la capacité des gestionnaires de projets pour intégrer les questions relatives aux changements climatiques dans leur travaux avec les pauvres des régions rurales (http://www.iisd.org/security/es/resilience/climate_phase2.asp); nous avons réalisé une évaluation des conséquences des changements climatiques sur la sécurité pour le Ghana et le Burkina Faso (http://www.iisd.org/pdf/2008/security_implications_west_africa.pdf); et nous avons continué à soutenir la réduction de la vulnérabilité au Kenya, au Mozambique et au Rwanda (<http://www.iisd.org/climate/vulnerability/adaptation.asp>).
- Nous avons déterminé les différentes façons de promouvoir les objectifs de l'Union européenne en matière de changements climatiques et d'énergie propre au moyen de partenariats avec les principaux pays industrialisés dans le monde en développement. http://www.iisd.org/pdf/2008/eu_objectives_climate.pdf
- Nous avons examiné la façon dont les régimes d'investissements internationaux influencent le potentiel d'encouragement des investissements dans l'énergie propre. <http://www.iisd.org/energy/investment.asp>
- Nous avons poursuivi notre exploration des moyens d'aider le Mécanisme pour un développement « propre » à mieux fournir les avantages du développement propre. <http://www.iisd.org/climate/markets/dividend.asp>
- Nous avons facilité la compréhension de la façon dont on peut concevoir des politiques qui fonctionnent vraiment dans un monde de plus en plus incertain et mouvant. <http://www.iisd.org/climate/vulnerability/policy.asp>



Un moment frappant

« Les yeux du monde sont tournés vers Bali. » On a beaucoup entendu cette phrase dans les coulisses des négociations de la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques en décembre 2007. En tant que nouveau membre de l'équipe du programme Changements climatiques et énergie de l'IIDD participant à la Conférence des Parties pour la première fois, j'ai vraiment eu cette impression. Alors, comment est-ce que je décrirais les événements? Étranges, complexes et déroutants pour une petite nouvelle comme moi! Cependant, au fil de la progression des négociations, j'ai commencé à mieux comprendre non seulement les détails pratiques de la prise des décisions mais également ce qui motive les mesures qui seront prises et ce qui sous-tend la sage élaboration de politiques.

Jenny Gleeson, agente de projet

L'IIDD tient à souligner le soutien dont a bénéficié en 2007-2008 son travail au chapitre des Changements climatiques et de l'énergie grâce à la générosité des donateurs suivants :

Alberta Environment ■ Gouvernement de la Colombie-Britannique, Climate Change Secretariat ■ Climate Change Central ■ Conoco Phillips Canada ■ Ministère royal des Affaires étrangères du Danemark ■ Department for International Development (DFID), R.-U. ■ Ministère des Affaires étrangères du Commerce international du Canada (MAECI) ■ Environnement Canada ■ Ministère des affaires étrangères de la Finlande ■ INFRAS Consulting Group for Policy Analysis and Implementation (INFRAS) ■ Centre de recherche pour le développement international (CRDI) ■ Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) ■ Manitoba Hydro ■ Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) ■ Ressources naturelles Canada ■ Ministère du logement, de l'aménagement du territoire de l'environnement des Pays-Bas ■ Norwegian Agency for Development Co-operation (Norad) ■ Ministère des affaires étrangères de Norvège ■ Gouvernement de la Nouvelle-Écosse, ministère de l'Énergie ■ Ministère de l'environnement de l'Ontario ■ Organisation de coopération et de développer économiques (OCDE) ■ Province d'Alberta ■ Province de la Colombie-Britannique ■ Province du Manitoba ■ Province de la Nouvelle-Écosse ■ Province d'Ontario ■ Province du Québec ■ Shell ■ Spectra ■ Suncor Energy Inc. ■ Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) ■ African Centre for Technology Studies (ACTS) ■ Union mondiale pour la nature (IUCN) ■ Transcanada Pipelines ■ World Resources Institute (WRI)



Rapport de programme



Langston James Goree VI ("Kimo"), directeur

Services d'information

26

La division des Services d'information de l'IIDD a continué à développer de nouveaux produits d'information, profitant du succès que remporte la publication du *Bulletin des Négociations de la Terre* qui couvre les réunions des Nations Unies. Ces nouveaux produits, y compris des communiqués, des carnets Web, des plates-formes de gestion des connaissances et des listes de distribution sont fondés sur notre conviction que la fourniture neutre et documentée de renseignements objectifs renforce les processus de formulation des politiques qui soutiennent la gouvernance de l'environnement et du développement durable. En offrant à tous les participants, y compris au gouvernement des pays développés et en développement, aux O.N.G., aux Nations Unies, aux universitaires, aux médias et aux organisations intergouvernementales, un accès ouvert à ces données, nous les plaçons tous sur un pied d'égalité en ce qui concerne leur accès à l'information. C'est cet accès opportun aux documents que nous publions qui aide à combattre les commérages et les interprétations politiques partisans, améliorant ainsi la qualité des négociations.

« C'est cet accès opportun aux documents que nous publions qui aide à combattre les commérages et les interprétations politiques partisans, améliorant ainsi la qualité des négociations. »

Alors que nous avons étendu le porté de nos travaux en commençant à couvrir les réunions régionales en Afrique et en offrant des services d'information à partir d'ateliers, de colloques et d'initiatives dirigées par des pays particuliers, nous recueillons de plus en plus de renseignements à propos d'un vaste éventail d'activités entreprises pour promouvoir le développement durable. Nous pensons qu'une bonne collecte de renseignements, allant de pair avec des systèmes de gestion des connaissances bien conçus peuvent conduire à une meilleure utilisation des renseignements qui peut aider les institutions à apprendre. Alors que notre lectorat électronique a dépassé les 80 000 abonnés et que le nombre de visites de notre site Web augmente, nous pouvons constater que la communauté du développement durable en est arrivée à considérer l'Institut comme une source d'informations fiables.

Points saillants pour 2007-2008

- Le *Bulletin des Négociations de la Terre* offre une couverture imprimée et électronique de plus de 30 négociations intergouvernementales par an dans les domaines des changements climatiques, de la biodiversité, de la désertification, du développement durable, du commerce des espèces en danger ainsi que de la gestion des océans, de l'eau douce et des produits chimiques. <http://www.iisd.ca/enbvol/enb-background.htm>
- Le site Web *Linkages* contient les archives des publications, les rapports concernant les réunions récentes et à venir, un calendrier complet des événements liés au développement durable ainsi que des renseignements gratuits concernant l'abonnement. <http://www.iisd.ca/>
- Les services d'information offrent des services de compte-rendu de conférence à leurs clients par l'intermédiaire de *Your Meeting Bulletin*. <http://www.iisd.ca/sd/index.html>
- Lors des grandes conférences des Nations Unies, les Services d'information publient un rapport quotidien intitulé *ENB on the Side* à propos des événements parallèles. <http://www.iisd.ca/climate/cop13/enbots/>

L'IIDD tient à souligner le soutien dont a bénéficié en 2007-2008 son travail au chapitre des Services d'information grâce à la générosité des donateurs suivants :

Le *Bulletin des Négociations de la Terre* est soutenu par deux catégories de donateurs.

Donateurs, soutien du *Bulletin* (>100 000 € par an) :

Royaume-Uni (par l'entremise du Department for International Development – DFID) ■ Gouvernement des États-Unis d'Amérique (par l'entremise du Department of State Bureau of Oceans and International Environmental and Scientific Affairs) ■ Gouvernement du Canada (par l'entremise de l'ACDI) ■ Ministère royal des Affaires étrangères du Danemark ■ Ministère de la coopération économique et du développement (BMU) de l'Allemagne ■ Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas ■ Commission européenne (DG-ENV) ■ Ministère de l'environnement, des terres et de la mer de l'Italie.

Le soutien général du *Bulletin* (>35 000 € par an) est fourni par les donateurs suivants :

Ministère des Affaires étrangères de la Norvège ■ Gouvernement de l'Australie ■ Ministère fédéral de l'Agriculture, des forêts, de l'environnement et de l'eau de l'Autriche ■ Ministère de l'Environnement de la Suède ■ Ministry of Foreign Affairs and Trade de Nouvelle-Zélande par l'intermédiaire de SWAN International ■ Office fédéral de l'environnement de la Suisse (OFEV) ■ Ministère des Affaires étrangères de la Finlande ■ Ministère de l'Environnement du Japon (par l'entremise du Institute for Global Environmental Strategies – IGES) ■ Ministère de l'Économie, du commerce et de l'industrie du Japon (par l'entremise du Global Industrial and Social Progress Research Institute – GISPRI) ■ Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

La traduction du *Bulletin* en français a été financée par l'organisation internationale de la francophonie (OIF).

La traduction du *Bulletin* en espagnol a été financée par le ministère de l'Environnement de l'Espagne.

La publication du *MEA Bulletin* est soutenue par une subvention accordée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Division du droit et des conventions relatifs à l'environnement (DELC).

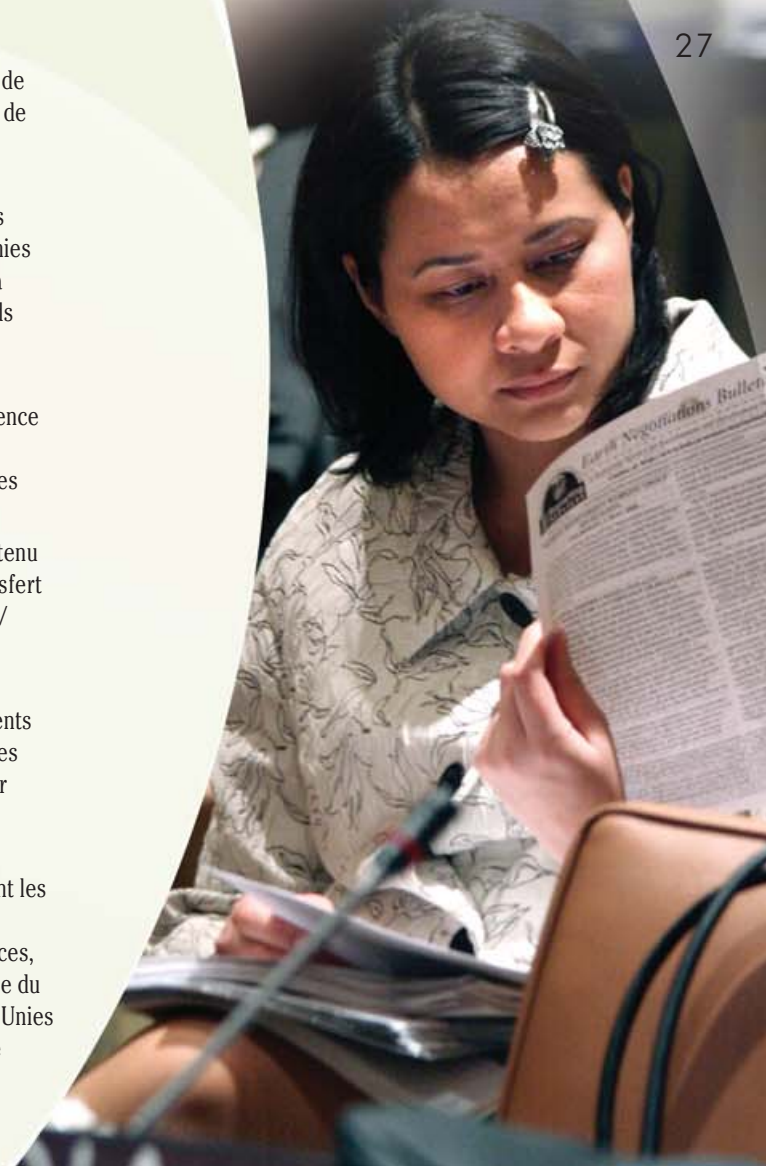
Le site Web CLIMATE-L.ORG Web est soutenu par le Foreign and Commonwealth Office britannique et la Direction du développement et de la coopération de la Suisse.

La couverture par les Services d'information de l'IIDD des réunions régionales africaines est soutenue par des subventions accordées par le Ministère de la coopération économique et du développement (BMU) de l'Allemagne et par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI).

Une lectrice du BNT se renseigne sur les nouvelles du jour.
Photo : IIDD/Dan Birchall.

[Points saillants (suite)]

- *Linkages Update* fournit toutes les deux semaines un rapport par voie électronique à propos des négociations, de 27 conférences, d'ateliers, de colloques et autres événements importants au sein de la communauté de politique en matière de développement durable. <http://www.iisd.ca/email/linkagesupdate.htm>
- Le *MEA Bulletin*, publié en collaboration avec la Division du droit et des conventions relatives à l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement, fournit des rapports toutes les deux semaines à propos des activités du secrétariat et des parties aux dizaines d'accords multilatéraux sur l'environnement. <http://www.iisd.ca/email/mea-l.htm>
- La couverture des réunions régionales africaines par les Services d'information de l'IIDD offre des services de compte-rendu de conférence pour les réunions liées au développement durable qui se déroulent en Afrique, et aide à regrouper les connaissances à propos de l'éventail des institutions africaines dans ce domaine. <http://www.iisd.ca/africa/>
- Le carnet Web des Services d'information de l'IIDD fournit tout le contenu produit par notre équipe sous forme de carnets pour faciliter son transfert vers d'autres sites Web et services d'information. <http://www.iisd.org/>
- La liste « L » des Services d'information est un recueil de neuf listes spécifiques d'annonces communautaires qui permet aux abonnés de communiquer avec d'autres abonnés dans les domaines des changements climatiques, de la biodiversité, de la gestion des produits chimiques, des forêts, des océans, de l'eau, de l'énergie, des accords multilatéraux sur l'environnement et du développement durable africain. <http://www.iisd.ca/email/subscribe.htm>
- CLIMATE-L.ORG est un projet de gestion des connaissances concernant les négociations internationales et les activités connexes à propos des changements climatiques qui est publié en collaboration avec les agences, les fonds et programmes du système des Nations Unies par l'entremise du secrétariat du Comité de haut niveau pour la coordination des Nations Unies et du Groupe de travail sur les changements climatiques du Groupe de communication des Nations Unies. <http://www.climate-l.org>





La campagne de capitalisation de 2008 bat son plein

Presque 160 000 \$ obtenus à la fin de l'exercice

Par Rick Groom

La campagne de capitalisation de l'IIDD intitulée *Bridging the Gap between Knowing and Doing* a été un franc succès dès décembre 2007 et janvier 2008. Avec un objectif de 5 millions de dollars canadiens, les efforts de levée de fonds ont été améliorés par l'expression d'un solide soutien accordé par le personnel, les associés, les membres du Conseil et les anciens élèves.

Au 31 mars 2008, presque 160 000 \$ avaient été donnés ou promis et un certain nombre de membres du personnel ont choisi de faire leurs dons au moyen d'une retenue sur leur paie. Cela inclut un solide soutien initial des membres du Conseil et des anciens élèves du programme pour les jeunes.

« Cela indique clairement que les membres de notre organisation s'intéressent à ses travaux et qu'elle donne l'exemple » a dit Charles Loewen, le président de la campagne.

« À la lumière de ces bons signes ainsi que d'autres donnés par la communauté d'entreprise et les fondations, nous avons élaboré des déclarations et des propositions détaillées pour que cette campagne atteigne le public le plus vaste possible » a déclaré Sue Barkman, directrice, Développement et relations communautaires.

Au cours des deux prochaines années, la campagne de capitalisation recherchera des fonds qui seront imputés aux quatre domaines suivants :

- Changements climatiques et énergie;
- Programme de stages pour les jeunes;
- Fonds d'innovation;
- Fonds d'initiatives communautaires.

« les membres de notre organisation s'intéressent à ses travaux et [...] elle donne l'exemple »

Campagne du programme Changements climatiques et énergie

L'objectif de notre campagne du programme Changements climatiques est fixé à 2,5 millions de dollars. Ces fonds amélioreront et enrichiront les efforts fournis dans le cadre des travaux connexes aux changements climatiques réalisés par l'IIDD qui facilitent les réponses politiques nécessaires pour opérer le glissement des économies vers un avenir énergétique faible en carbone et pour nous préparer aux effets des changements climatiques.

Les changements climatiques sont l'une des principales priorités de l'IIDD car ils ont des incidences sur l'eau que nous buvons, l'air que nous respirons et la façon dont nous chauffons nos maisons, sans compter nos moyens de transports, les façons dont nous faisons affaire et nos pratiques de gouvernance tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières.

On pourrait donner comme principales illustrations des projets actuels du programme Changements climatiques et énergie l'examen des priorités nationales et internationales concernant les politiques climatiques de l'Après-2012, le développement d'outils pour aider les gestionnaires à traiter la question de l'adaptation au sein des communautés vulnérables, l'évaluation de la façon dont les mécanismes fondés sur les marchés peuvent promouvoir les priorités du développement durable et permettre de réduire les émissions ainsi que l'examen de la meilleure façon de relier les cadres réglementaires existants et émergents dans le domaine des changements climatiques.

Programme de stages pour les jeunes

Depuis le lancement du Programme de stages pour les jeunes par l'IIDD il y a plus de 10 ans, plus de 300 jeunes du Canada ont été placés dans des organisations et agences aussi renommées que la Division du développement durable des Nations Unies, la University of the Arctic, le African Institute of Corporate Citizenship, Conservation Mexico et le Fonds mondial pour la nature, entre autres.

Notre campagne de capitalisation *Bridging the Gap between Knowing and Doing* permettra à ce programme de passer au niveau supérieur. Nous prévoyons de travailler avec des centaines de jeunes en plus provenant de tous les pays du monde. L'IIDD souhaite établir le fondement d'une nouvelle génération de leadership alors qu'il encourage l'adoption de solutions de durabilité qui chevauchent les frontières et les générations.

Le but est de nous procurer 1,5 million de dollars pour que ce programme prometteur puisse fonder un mouvement de développement durable destiné aux jeunes du monde entier.

Le Fonds d'innovation

Depuis sa création en 2004, le Fonds d'innovation de l'IIDD a permis la réalisation d'un vaste éventail de projets dont les suivants :

- une étude des liens entre l'environnement et la sécurité humaine au Soudan et en Chine;
- une analyse de la stratégie de réduction de la pauvreté au Kenya qui démontre l'interdépendance entre le développement humain et les services écosystémiques;
- un examen et une évaluation des lois, lignes directrices et politiques qui favorisent l'approvisionnement public durable en partenariat avec le Energy and Resources Institute en Inde.

Notre objectif pour le Fonds d'innovation est fixé à 500 000 \$. Ce niveau de financement augmentera et garantira que le Fonds continue à attirer, encourager et promouvoir les nouvelles idées et les nouveaux projets tels que ceux énumérés ci-dessus.

Le Fonds d'initiatives communautaires

L'élaboration d'un système d'indices communautaires applicables à Winnipeg est un projet majeur sur la liste des projets du Fonds d'initiatives communautaires de l'IIDD. En partenariat avec Centraide Winnipeg, il mesurera et rendra compte des progrès réalisés concernant la qualité de la vie de la population de la ville.

Après la participation des habitants de Winnipeg à des ateliers et à des groupes de planification pour envisager la faisabilité d'un tel système entre 2003 et 2005, il a été convenu d'établir un Système d'indices communautaires (SIC) pour déterminer précisément les priorités et questions d'ordre économique, environnemental, culturel, social et autres qui leur tiennent le plus à cœur.

Ce système recueillera, analysera et interprétera efficacement des données et rendra régulièrement compte de ses conclusions à la communauté de Winnipeg. En outre, il est conçu pour développer les connaissances des habitants de la ville à propos des progrès qu'ils ont réalisés vers le développement durable.

Une autre initiative communautaire a permis à l'IIDD et à l'Assembly of Manitoba Chiefs (AMC) de collaborer au développement de la capacité des communautés des Premières nations dans l'ensemble du Manitoba. Il s'agit d'un processus populaire de sensibilisation face aux problèmes et aux vulnérabilités, d'aide à la détermination des priorités ainsi qu'à la planification et à la répartition des ressources fondé, au départ, sur une série d'ateliers qui ont eu lieu à Winnipeg. Inauguré en octobre 2007, le projet reflète spécifiquement les questions et les préoccupations qui, aux yeux des peuples des Premières nations, sont essentielles à leur bien-être, aident à influencer les politiques et, en fin de compte, à réaliser un changement positif à très long terme.

Pour soutenir ces importants projets à l'échelle communautaire, et pour en entreprendre d'autres avec succès, l'objectif de la campagne d'initiatives communautaires de l'IIDD a été fixé à 500 000 \$.

Nos sincères remerciements à ceux qui soutiennent la campagne de capitalisation de l'IIDD de 2008

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :
Sue Barkman, directrice, Développement et relations communautaires | sbarkman@iisd.ca
Rick Groom, agent du développement et des communications | rgroom@iisd.ca

La durabilité au sein de l'IIDD Par Rick Groom

Du marché du carbone à la « vie écologique »

Lorsqu'il s'agit de promouvoir les habitudes personnelles respectueuses de l'environnement, personne n'est plus engagé que l'Équipe d'évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IIDD.

L'Équipe d'évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IIDD est responsable de l'introduction, de la mise en œuvre et du maintien des mesures internes de développement durable pour l'ensemble des bureaux de l'IIDD. Bénéficiant du solide soutien de la direction et du personnel, la chef d'équipe, Marlene Roy, signale que l'Institut a encore une fois atteint les objectifs « verts » qu'il s'était fixé pour l'année.

L'Équipe d'évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IIDD continue à surveiller le marché international du carbone et à acheter des contreparties de la fixation du carbone. Au cours de l'exercice 2007-2008, plusieurs options de contreparties ont été envisagées.

Leur achat est maintenant dans sa phase finale. Tout au long de l'année, l'Équipe d'évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IIDD a continué à se conformer aux lignes directrices du Global Reporting Initiative (GRI) pour l'élaboration de ses rapports internes sur la durabilité. Depuis 2001, l'Équipe d'évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IIDD a produit des rapports opérationnels autonomes sur le développement durable. Elle développe en ce moment des pages Web interactives pour communiquer les tendances.

En novembre 2007, l'Équipe d'évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IIDD a introduit sa série « Eco-Living » tenue à l'heure du déjeuner dans le bureau de Winnipeg et qui comporte des exposés et des discussions sur des sujets écologiques ainsi qu'une composante vidéo. La série est coordonnée par Stacy Matwick, l'adjointe des ressources informatiques de l'IIDD.

« La série Eco-Living permet d'exprimer un changement réel au niveau local » dit Marlene Roy. « Elle crée un lien avec le personnel et le renseigne sur les trucs et tendances les plus récents concernant le respect de l'environnement tout en créant un profil positif auprès de la communauté locale de façon stratégique. » Selon M^{me} Roy, l'IIDD est en avance sur son temps et considéré comme un leader en matière d'initiatives de bureau écologique par un nombre croissant d'organisations à but non lucratif ainsi que les petites entreprises à Winnipeg et ailleurs.

L'Équipe d'évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IIDD envisage maintenant d'exporter la série Eco-Living hors des limites du siège social et pourrait même bientôt l'offrir hors de ses propres bureaux. Comme l'envisage M^{me} Roy, des conférenciers de l'IIDD pourraient prêcher l'idée écologique à un vaste éventail de publics extérieurs.

Rick Groom est le coordonnateur du développement de l'IIDD.

30

Le personnel de l'IIDD participe à des séances sur les plantes, les régimes alimentaires, le carbone et les toits

Prévus spécifiquement pour le personnel de l'IIDD, qui a participé en grand nombre, les exposés et discussions de la série Eco-Living qui ont eu lieu en 2007-2008 portaient notamment sur les thèmes suivants :

- *Care and Feeding of Indoor Plants: Creating a Livable, Healthy and Personalized Environment (soins et alimentation des plantes d'intérieur : créer un environnement vivable, sain et personnalisé)*
- *Eating Locally: Lessons Learned from a Six-month Local Diet Challenge (manger des produits locaux : leçons tirées de la consommation pendant six mois de produits exclusivement locaux)*
- *The New World of Personal Carbon Offsetting: How to Buy Your Way Neutral (le nouveau monde de la compensation des émissions de carbone à l'échelle personnelle : comment acheter votre neutralité)*
- *Green-roof Reno: How an IISD Staffer Flipped His Roof (création d'une toiture verte : l'expérience d'un employé de l'IIDD)*

« La série Eco-Living permet d'exprimer un changement réel au niveau local »

Le personnel de l'IIDD apprend à composter avec des vers.



Rapport des vérificateurs

Aux membres de l'Institut international du développement durable

Nous avons vérifié le bilan consolidé de l'Institut international du développement durable au 31 mars 2008 et les états consolidés des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

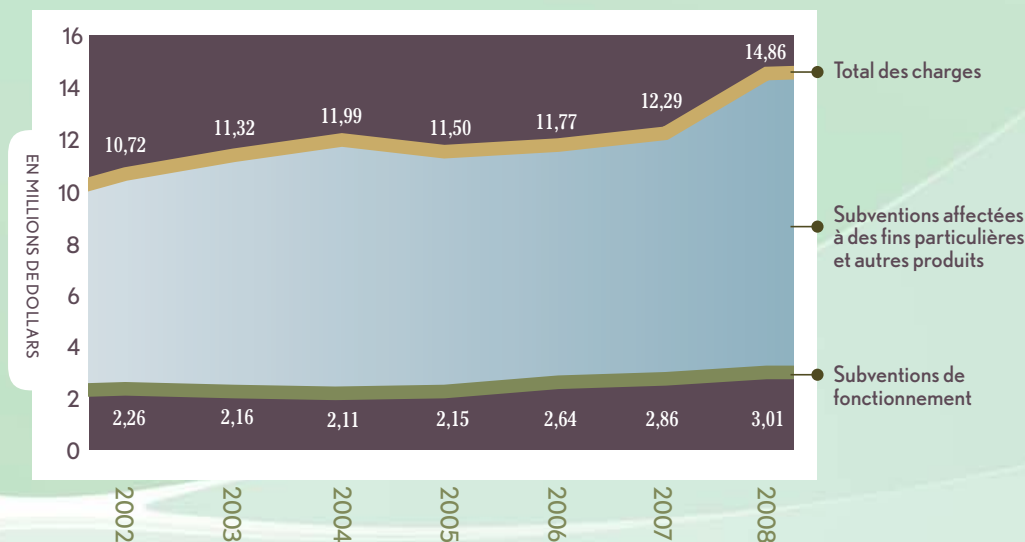
À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte + Touche s.r.l.

Comptables agréés
Winnipeg (Manitoba)
Le 22 mai 2008

31

2002 - 2008 évolution du financement de l'IIDD



Bilan consolidé

31 mars 2008

	2008	2007
ACTIF		
À COURT TERME		
Trésorerie	1 592 542 \$	1 861 681 \$
Titres négociables	7 923 045	7 386 657
Débiteurs	7 747 287	7 768 092
Frais payés d'avance et dépôts	148 889	89 456
	<hr/>	<hr/>
	17 411 763	17 105 886
IMMOBILISATIONS	432 536	464 596
	<hr/>	<hr/>
	17 844 299 \$	17 570 482 \$
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	1 653 513 \$	1 635 850 \$
Produits reportés	7 967 108	8 389 952
	<hr/>	<hr/>
	9 620 621	10 025 802
ACTIFS NETS		
Actifs nets investis en immobilisations	432 536	464 596
Réserve pour création de programmes	4 754 179	4 836 664
Réserve pour développement à long terme	833 481	1 003 136
Fonds d'innovation	45 764	141 137
Fonds de campagne	31 453	—
Actifs de fonctionnement nets non affectés	2 126 265	1 099 147
	<hr/>	<hr/>
	8 223 678	7 544 680
	<hr/>	<hr/>
	17 844 299 \$	17 570 482 \$

État consolidé des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

	2008	2007
PRODUITS		
Subventions affectées à des fins particulières	11 836 739 \$	9 319 176 \$
Subventions de fonctionnement	3 013 569	2 857 130
Fonds d'innovation	107 328	46 213
Intérêts	363 352	316 899
Autres produits	278 519	433 086
TOTAL DES PRODUITS	15 599 507	12 972 504
CHARGES		
Projets		
Commerce et investissement	4 845 587	3 916 182
Services d'information	3 086 864	2 685 514
Changements climatiques et énergie	1 612 038	1 488 547
Gestion durable des ressources naturelles	1 459 297	788 649
Mesure et évaluation	945 921	677 515
Communication des connaissances	941 323	807 656
Politique économique	48 787	68 817
Création de nouveaux projets	82 485	135 242
Fonds d'innovation	109 715	46 528
	13 132 017	10 614 650
Administration	872 747	877 591
Financement et sensibilisation	694 687	668 580
Conseil d'administration	157 138	132 245
TOTAL DES CHARGES	14 856 589	12 293 066
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	742 918	679 438
MONTANT AFFECTÉ AUX (PROVENANT DES)		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS		
Actifs nets investis en immobilisations	32 060	(109 739)
Réserve pour création de programmes	82 485	(1 364 758)
Réserve pour développement à long terme	169 655	315 666
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS	1 027 118	(479 393)
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS AU DÉBUT	1 099 147	1 578 540
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS À LA FIN	2 126 265 \$	1 099 147 \$

Accords de financement

Subventions affectées à des fins particulières L'IIDD reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions accordées connexes sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus, et elles sont constatées dans les produits à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

	Subventions selon les accords	
	2008	2007
	(en milliers de dollars)	
Gouvernements et organismes		
Canadiens	2 795 \$	2 115 \$
Internationaux	5 840	4 514
	8 635	6 629
Organismes des Nations Unies	715	667
Organismes internationaux	509	445
Fondations philanthropiques	237	1 249
Secteur privé et autres	1 073	489
	11 169 \$	9 479 \$

Les subventions affectées à des fins particulières et les autres produits, qui englobent les ventes de publications, le recouvrement des coûts et, en ce qui a trait au poste Administration, financement et sensibilisation, le gain de change non réalisé au 31 mars d'un montant de 22 000 \$ (gain de 201 000 \$ en 2007), sont ventilés par secteur d'activité comme suit :

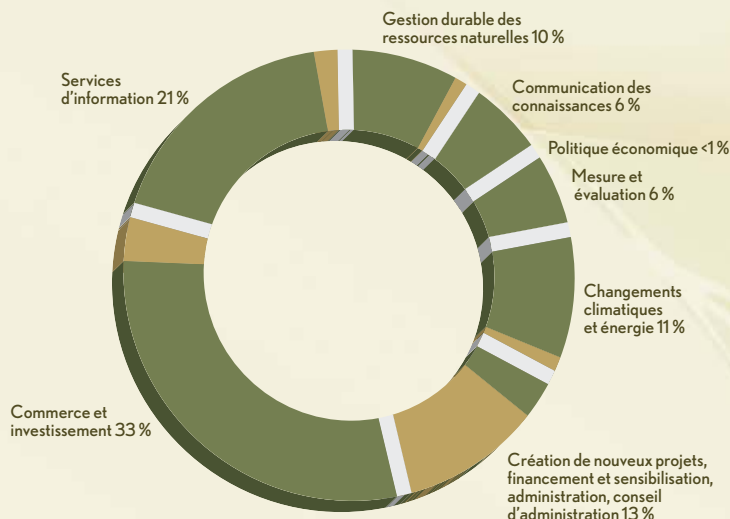
34

Secteurs d'activité	Autres produits	Subventions		Total
		Fonds d'innovation	affectées à des fins particulières	
	(en milliers de dollars)			
Commerce et investissement	1 \$	— \$	4 521 \$	4 522 \$
Services d'information	—	—	2 837	2 837
Changements climatiques et énergie	96	—	1 334	1 430
Gestion durable des ressources naturelles	15	—	1 343	1 358
Mesure et évaluation	13	—	824	837
Communication des connaissances	7	—	821	828
Politique économique	3	—	31	34
Administration, financement et sensibilisation	144	—	126	270
	279	—	11 837	12 116
Fonds d'innovation	—	107	—	107
	279 \$	107 \$	11 837 \$	12 223 \$

Subventions de fonctionnement L'IIDD a renouvelé des accords de financement avec le gouvernement du Canada (Environnement Canada et l'Agence canadienne de développement international [l'« ACDI »]) pour une période de trois ans comprise entre le 1er avril 2005 et le 31 mars 2008. L'accord conclu avec l'ACDI procure à l'IIDD des subventions de fonctionnement et l'accord conclu avec Environnement Canada procure à l'IIDD une combinaison de subventions de fonctionnement et d'apports à la recherche répondant aux intérêts et aux priorités du Canada. L'IIDD a également renouvelé ses accords de financement avec le gouvernement du Manitoba et le Centre de recherches pour le développement international (le « CRDI ») pour des périodes de cinq et six ans se terminant le 31 mars 2011 et le 30 juin 2012, respectivement. Ces deux accords procurent également une combinaison de subventions de fonctionnement et d'apports à la recherche répondant aux intérêts et aux priorités des bailleurs de fonds.

Le financement lié aux subventions de fonctionnement se résume comme suit :

	Subventions selon les accords	Subventions comptabilisées		Engagement de subventions résiduel
		2008	Exercices antérieurs	
	(en milliers de dollars)			
Gouvernement du Canada				
Environnement Canada	1 375 \$	375 \$	1 000 \$	— \$
Agence canadienne de développement international	4 280	1 520	2 760	—
Gouvernement du Manitoba	4 186	837	837	2 512
Centre de recherches pour le développement international	1 907	282	—	1 625
Produits tirés des subventions de fonctionnement	11 748 \$	3 014 \$	4 597 \$	4 137 \$

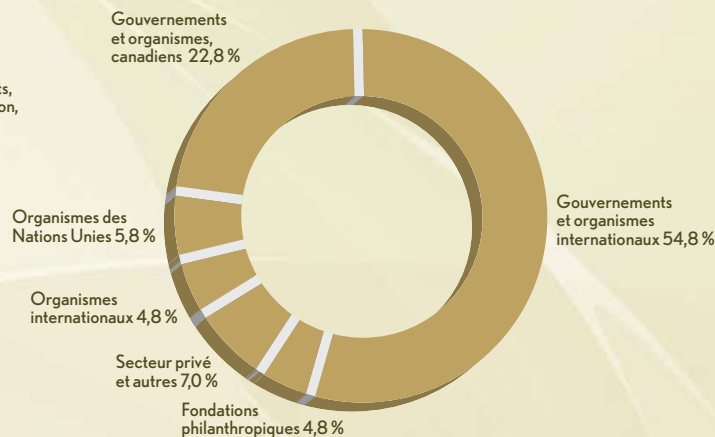


Produits et charges par catégorie de projets en 2007-2008

Total des charges 14 856 589 \$

Financé au moyen de ce qui suit :

- Subventions de fonctionnement
- Subventions affectées à des fins particulières et autres produits



Subventions affectées à des fins particulières, par donateur 2007-2008

Total des subventions affectées à des fins particulières 11 836 739 \$

35

Annexe du fonctionnement par secteur d'activité (en milliers de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

Le tableau ci-dessous présente un résumé des charges constatées pour chacun des secteurs d'activité de l'IIDD :

	Commerce et investissement	Services d'information	Changements climatiques et énergie	Gestion durable des ressources naturelles	Mesure et évaluation	Communication des connaissances	Politique économique	Création de nouveaux projets	Fonds d'innovation	Administration	Financement et sensibilisation	Conseil d'administration	Total 2008	Total 2007
Produits	4 522 \$	2 837 \$	1 430 \$	1 358 \$	837 \$	828 \$	34 \$	— \$	107 \$	111 \$	159 \$	— \$	12 223 \$	9 798 \$
Personnel	2 203	934	920	913	572	445	34	55	58	648	388	—	7 170	6 123
Collaborateurs	1 321	816	108	231	168	307	—	13	21	25	13	—	3 023	2 548
Déplacements	641	1 016	295	145	77	94	5	13	14	60	49	—	2 409	1 851
Loyer	128	115	45	50	32	24	2	—	7	30	21	—	454	344
Fournitures et autre matériel	131	58	55	48	24	21	3	—	10	54	52	—	456	410
Publications	131	28	24	9	33	6	—	1	—	—	67	—	299	220
Amortissement des immobilisations	55	57	21	27	16	13	3	—	—	19	19	—	230	227
Réunions	171	—	100	11	4	16	—	—	—	16	70	—	388	165
Télécommunications	44	59	35	17	16	12	1	—	—	16	13	—	213	224
Conseil d'administration	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	157	157	132
Documents de recherche	21	4	9	8	4	3	1	—	—	5	3	—	58	49
Total des charges	4 846	3 087	1 612	1 459	946	941	49	82	110	873	695	157	14 857	12 293
Excédent (des charges sur les subventions affectées à des fins particuliers) des subventions affectées à des fins particulières et autres produits sur les charges	(324) \$	(250) \$	(182) \$	(101) \$	(113) \$	(109) \$	(15) \$	(82) \$	(3) \$	(762) \$	(536) \$	(157) \$	(2,634)	(2,495)

Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières financées au moyen des éléments suivants :

Subventions de fonctionnement	3 014	2 857
Intérêts	363	317
Excédent des produits sur les charges	743 \$	679 \$

Annexe des subventions affectées à des fins particulières (en milliers de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

Gouvernement du Canada (et organismes s'y rattachant)

Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	876 \$	
Environnement Canada	429	
Agriculture et Agroalimentaire Canada	300	
Ressources naturelles Canada	273	
Agence canadienne de développement internationale (ACDI)	135	
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international	108	
Fonds international de développement agricole (FIDA)	36	
Wildlife Conservation Society (WCS)	20	
Office fédéral de l'agriculture	16	
Industrie Canada	10	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC)	10	
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	9	
	2 222	

Gouvernements provinciaux

Manitoba	477	
Alberta	53	
Colombie-Britannique	16	
Ontario	17	
Nouvelle-Écosse	5	
Québec	5	
	573	

Gouvernements étrangers

Norvège		
Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD)	1 243	
Ministère des Affaires étrangères	122	
Ministère de l'Environnement	34	1 399
Suisse		
Secrétariat d'État à l'économie (SECO)	999	
Direction du développement et de la coopération (DDC)	106	
Office fédéral de l'environnement (OFEV)	104	1 209
Danemark		
Ministère des Affaires étrangères du Royaume du Danemark	744	
Allemagne		
Ministère fédéral de l'Environnement	568	
Pays-Bas		
Ministère des Affaires étrangères	427	
Agence d'évaluation environnementale	28	455
Royaume-Uni		
Ministère du Développement international	284	
Finlande		
Ministère finlandais des Affaires étrangères	195	
Commission européenne	154	
Italie		
Ministère italien de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la protection de la mer	146	
Espagne		
Ministère espagnol de l'environnement	131	
Japon		
Institut des stratégies environnementales mondiales (IGES)	71	
Institut de recherches sur l'industrie mondiale et le progrès social (GISPRI)	26	97
Autriche		
Ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, Environment and Water Management de l'environnement et de la gestion des eaux	97	
Suède		
Ministère suédois de l'environnement	96	
Australie	94	
France		
Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie	70	
Nouvelle-Zélande		
Ministère des affaires étrangères et du commerce	40	

Taiwan		
Bureau des forêts, Conseil de l'agriculture	40	
Belgique		
Coopération Technique Belge	21	
		5 840

Organismes des Nations Unies

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	547
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	67
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	31
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	19
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	18
Autres (moins de 10 000 \$)	33
	715

Organismes internationaux

Fonds commun pour les produits de base (FCPB)	121
Union mondiale pour la nature (UICN)	68
CIRAD / IMOSEB Sec.	58
World Resources Institute (WRI)	50
Solidaridad (GDF)	42
Agence de coordination du développement de la région du lac Balaton	41
CORDAID	28
International Centre for Environment Technology Transfer (ICETT)	18
International Gorilla Conservation Programme (WWF)	18
Fonds international de développement agricole (FIDA)	16
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	13
International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD)	12
Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)	10
Autres (moins de 10 000 \$)	14
	509

Fondations philanthropiques

CitiGroup Foundation	107
Atkinson Foundation	103
PEW Charitable Trusts	27
	237

Secteur privé et autres

Oxfam – Québec	253
Manitoba Hydro	106
Cadbury Schweppes Plc.	97
ÉcoRessources	81
Prairie Agricultural Machinery Institute (PAMI)	50
Alcan Inc.	45
Bayer Crop Science A G	35
Transcanada Corporation	33
Intermediate Technology Development Group (TSCTD)	32
Shell Canada	30
Assembly of Manitoba Chiefs	29
PNG Forest Authority ITC 42	28
Serecon Management Consulting Inc.	26
United States Energy Association	26
Manitoba Clean Environment Commission	25
INFRAS Consulting Group for Policy Analysis and Implementation	24
Suncor Energy Inc.	20
Directorate for Nature Management	20
Holiday Travel	15
HIVOS	15
Conoco Phillips Canada	14
Stratos Inc.	13
Icelandic Soil Conservation Service	12
Autres (moins de 10 000 \$)	44
	1 073
	11 169 \$